RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES – PILIER 3

31 décembre 2022

Classification : Internal

BNP PARIBAS
PERSONAL FINANCE

SOMMAIRE

1- Synthèse des risques annuels
   Ratios règlementaires

2- Gestion du capital et adéquation des fonds propres
   Champs d'application
   Fonds propres
   Exigences de fonds propres et actifs pondérés
   Ratio de levier

3- Risque de crédit
   Diversification de l'exposition au risque de crédit
   Actifs pondérés
   Risque de crédit : approche standard
   Risque de crédit : participations en actions traitées selon la méthode de pondération simple
   Expositions en défaut, provisions et coût du risque
   Créances restructurées
   Expositions sujettes à moratoires et garanties publiques
   Techniques d'atténuation du risque de crédit

4- Titrisation en portefeuille bancaire

5- Risque de liquidité
   Echéancier contractuel du bilan prudentiel

6- Annexes
   Coussin de fonds propres contracyclique
   Composition des fonds propres prudentiels (EU CC1)

7- Rapport sur les rémunérations des MRT

Classification : Internal

Le troisième pilier de l'accord de Bâle relatif à la discipline de marché consiste à enrichir les prescriptions minimales de fonds propres (Pilier 1) et le processus de surveillance prudentielle (Pilier 2) par un ensemble de données venant compléter la communication financière.

Le présent rapport présente les informations relatives au Groupe BNP Paribas Personal Finance. A ce titre, il répond aux exigences de la huitième partie du Règlement (UE) n° 2019/876 du 20 mai 2019 portant sur les exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et sur les rémunérations des collaborateurs dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque du Groupe BNP Paribas Personal Finance.

Ce Règlement est décliné dans différentes normes techniques publiées par la Commission européenne et l'Autorité bancaire européenne visant à améliorer la comparabilité des informations publiées par les établissements. Le format et les références des tableaux du Pilier 3 évoluent en lien avec l'entrée en application au 28 juin 2021 du Règlement d'exécution (UE) n° 2021/637.

A noter que l'article 13 du Règlement n° 2019/876 du 20 mai 2019 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement impose aux filiales importantes des établissements mères dans l'Union Européenne de publier des informations conformément à la huitième partie du Règlement, en limitant cette publication aux articles 437, 438, 440, 447, 442, 450, 451 et 453.

Une partie des informations demandées figure d'ores et déjà dans les Etats Financiers au 31 décembre 2022 du Groupe BNP Paribas Personal Finance, auxquels il convient de se reporter en complément du présent document.

Les accords actuels de Bâle (dits Bâle 3), tels qu'approuvés en novembre 2010, ont conduit à renforcer la capacité des banques à absorber des chocs économiques et financiers de toute nature en introduisant une série de dispositions règlementaires. Le contenu de cette réforme se traduit en droit européen au sein de la Directive 2013/36/ UE (CRD 4) et du Règlement (UE) n° 575/2013 du 26 juin 2013 (CRR) complétés en juin 2019 par la Directive (UE) n° 2019/878 (CRD 5) et le Règlement (UE) n° 2019/876 (CRR 2).

Le cadre règlementaire Bâle 3 a eu pour principaux effets :

- **Le renforcement de la solvabilité :**

Les règles Bâle 3 conduisent à harmoniser la définition des fonds propres et à renforcer la capacité d'absorption des pertes des établissements de crédit.

Une description des éléments entrant dans la composition des fonds propres réglementaires est présentée dans la partie *Fonds propres* (cf. partie 2). Les tableaux de cette section sont présentés conformément au règlement d'exécution (UE) n° 1423/2013 du 20 décembre 2013.

Les règles de calcul des actifs pondérés ont également été revues afin de renforcer l'exigence associée en fonds propres. Ces règles de calcul sont détaillées par type de risque dans les sections correspondantes.

Le renforcement de la solvabilité est par ailleurs mis en œuvre à travers la mise en place du Mécanisme de Surveillance Unique (MSU) sous la responsabilité de la BCE et l'application des orientations de l'Autorité bancaire européenne (ABE) sur le processus de *Superviser Review and Evaluation Process* (SREP).

Le mécanisme de surveillance unique est le dispositif de surveillance bancaire de la zone euro. C'est, avec le mécanisme de résolution unique et le système de garantie des dépôts, un des trois piliers de l'Union Bancaire initiée en juin 2012 par les Institutions européennes en réponse à la crise financière de la zone euro.

Dans ce cadre, la BCE est depuis le 4 novembre 2014 le superviseur direct de BNP Paribas Personal Finance. La BCE s'appuie sur les Autorités Nationales Compétentes afin d'exercer sa mission.

- **Introduction d'un ratio de levier :**

Le ratio de levier a comme objectif principal de servir de mesure complémentaire aux exigences de fonds propres fondées sur les risques (principe de filet de sécurité – back stop). Il fait l'objet d'une exigence minimale de 3% depuis le 28 juin 2021. Le ratio de levier de BNP Paribas Personal Finance au 31 décembre 2022 est présenté dans la partie 2- Gestion du capital et adéquation des fonds propres.

- **L'encadrement de la liquidité :**

La mise en place d'exigences relatives au risque de liquidité s'est traduite par l'introduction d'un ratio de liquidité à court terme (Liquidité Coverage Ratio – LCR) et d'un ratio de liquidité à long terme (Net Stable Funding Ratio – NSFR). Le Groupe BNP Paribas Personal Finance est exempté de ces exigences de LCR et de NSFR.

- **La mise en place du nouveau régime de résolution :**

La mise en place du nouveau régime de résolution depuis le 1er janvier 2016 est accompagnée depuis le 27 juin 2019 par une exigence minimale de ratio TLAC (*Total Loss-Absorbing Capacity*) applicable aux établissements d'importance systémique mondiale (G-SIBs). N'entrant pas dans la catégorie des G-SIBs, le Groupe BNP Paribas Personal Finance n'est pas soumis à cette exigence.

Cette exigence est complétée au niveau européen par la mise en place d'une exigence minimale de ratio MREL interne (*Minimum Requirement for own funds and Eligible Liabilities*) dont l'exigence totale s'appliquera à l'ensemble des établissements de crédit et entreprises d'investissement de l'Union Européenne au 1er janvier 2024. Les autorités de résolution ont notifié au Groupe une exigence de MREL interne sur base individuelle intermédiaire progressive qui s'applique depuis le 1er janvier 2022. Les exigences de publication relatives au MREL s'appliqueront au 1er janvier 2024.

Classification : Internal

BNP PARIBAS
PERSONAL FINANCE

Attestation et gouvernance

Je soussignée Adeline Le Coquil, Directrice Financière (CFO) du Groupe BNP Paribas Personal Finance, confirme, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le document Risques et adéquation des fonds propres – Pilier 3 sont, à ma connaissance, conformes aux exigences prévues dans la 8e partie du Règlement (UE) n° 2019/876 (CRR 2).

Fait à Levallois, le 07 juin 2023.

Classification : Internal

Les informations et éléments financiers contenus dans le présent document reflètent une vision règlementaire et incluent en particulier l'activité relative aux activités destinées à être cédées. Sauf mention contraire, les informations et éléments financiers incluent en particulier l'activité relative à ces activités pour refléter une vision opérationnelle. Ils sont donc présentés hors effets de l'application de la norme IFRS 5 relative aux groupes d'actifs et de passifs destinés à la vente. Le tableau EU CC2 de la section 2- Gestion du capital et adéquation des fonds propres inclut une réconciliation entre la vision règlementaire présentée hors application de la norme IFRS 5 et les états financiers consolidés appliquant la norme IFRS 5.

1. SYNTHESE DES RISQUES ANNUELS

RATIOS REGLEMENTAIRES

Évolution de la solvabilité du Groupe

Le Groupe a une structure financière solide. Le ratio CET1 s'élève à 9,77 % au 31 décembre 2022, supérieur aux exigences notifiées par la Banque centrale européenne au 31 décembre 2022 à 7,84%. Le ratio Tier 1 et le ratio total, respectivement 11,34% et 13,67%, excèdent les exigences notifiées par la Banque centrale européenne, respectivement à 9,58% et 11,89%.

Le ratio CET 1 est en diminution de 43 points de base par rapport au 31 décembre 2021, du fait principalement de :

- la mise en réserve du résultat 2022 (+19 pb) ;
- l'augmentation des déductions de fonds propres dont celle des EL-provisions due au changement de méthode de calcul du risque de crédit de IRBA à Standard en Espagne et la prise en compte des provisions prudentielles NPL backstop suite la mise en place de l'amendement de la CRR (Réglement (UE) 2019/630 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019) (-15 pb) ;
- la hausse des actifs pondérés à périmètre et change constants (-37 pb) ;
- la dernière année d'application des dispositions transitoires IFRS 9 (-22 pb) ;
- l'impact du change sur les fonds propres et les actifs pondérés (+12pb).

Le ratio de levier s'établit à 7,98 % au 31 décembre 2022 contre 8,10 % au 31 décembre 2021, soit une augmentation de +12 pb. Il est largement supérieur à l'exigence de levier de 3 % en vigueur au 31 décembre 2022.

Ratios règlementaires clés

Les données relatives aux ratios de fonds propres ci-dessous tiennent compte des dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 (article 473 bis du Règlement (UE) n° 2017/2395). L'impact de ces mesures transitoires sur les fonds propres et les ratios règlementaires est présenté dans la partie Fonds propres de la section 2-Gestion du capital et adéquation des fonds propres (voir tableau EU IFRS 9-FL).

Classification : Internal

INDICATEURS CLÉS (EU KM1)

		a	b	c	d	e
En millions d'euros		31 décembre 2022	30 septembre 2022	30 juin 2022	31 mars 2022	31 décembre 2021
Fonds propres disponibles						
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET 1)	6 565	6 600	6 583	6 484	6 535
2	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	7 616	7 653	7 634	7 533	7 579
3	Fonds propres totaux	9 183	9 069	9 044	8 911	8 951
Actifs pondérés						
4	Montant total des actifs pondérés	67 164	65 964	66 117	65 563	64 042
Ratios de fonds propres (en pourcentage des actifs pondérés)						
5	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1	9,77%	10,01%	9,96%	9,89%	10,20%
6	Ratio de fonds propres de catégorie 1	11,34%	11,60%	11,55%	11,49%	11,84%
7	Ratio de fonds propres totaux	13,67%	13,75%	13,68%	13,59%	13,98%
Exigences de fonds propres supplémentaires relatives au SREP (*Pillar 2 Requirement* en pourcentage des actifs pondérés)						
EU 7a	Exigences de *Pillar 2 Requirement* totales	1,25%	1,25%	1,25%	1,25%	1,25%
EU 7b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET 1	0,70%	0,70%	0,70%	0,70%	0,70%
EU 7c	dont: à satisfaire avec des fonds propres de catégorie 1	0,94%	0,94%	0,94%	0,94%	0,94%
EU 7d	Exigences totales de fonds propres SREP	9,25%	9,25%	9,25%	9,25%	9,25%
Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage des actifs pondérés)						
8	Coussin de conservation des fonds propres	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%
9	Coussin de fonds propres contracyclique	0,14%	0,04%	0,01%	0,01%	0,01%
EU 9a	Coussin pour le risque systémique					
10	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SIB)					
EU 10a	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (D-SIB)					
11	Exigences globales de coussin[1]	2,64%	2,54%	2,51%	2,51%	2,51%
EU 11a	Exigences globales de fonds propres totaux[2]	11,89%	11,79%	11,76%	11,75%	11,76%
12	Fonds propres CET 1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP	4,40%	4,50%	4,43%	4,34%	4,73%
Ratio de levier						
13	Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier[3]	95 383	94 459	94 751	94 089	93 626
14	Ratio de levier	7,98%	8,10%	8,06%	8,01%	8,10%
	Ratio de levier hors effet de l'exemption temporaire des dépôts auprès des banques centrales de l'Eurosystème[3]	7,98%	8,10%	8,06%	8,01%	8,10%
Exigences de fonds propres supplémentaires relatives au risque de levier excessif (en pourcentage de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier)						
EU 14a	Exigences de fonds propres supplémentaires relatives au risque de levier excessif	0,00%	0,00%	0,00%		
EU 14b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET 1 (points de pourcentage)	0,00%	0,00%	0,00%		
EU 14c	Exigences de ratio de levier SREP totales	3,00%	3,00%	3,00%		
Exigences de coussin lié au ratio de levier et exigences de ratio de levier globale (en pourcentage de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier)						
EU 14d	Exigences de coussin lié au ratio de levier[4]	0,00%	0,00%	0,00%		
EU 14e	Exigences de ratio de levier globale[4]	3,00%	3,00%	3,00%		
Ratio de couverture des besoins de liquidité (LCR) [5]						
15	Valeur pondérée moyenne des actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux					
EU 16a	Valeur pondérée totale des sorties de trésorerie					
EU 16b	Valeur pondérée totale des entrées de trésorerie					
16	Valeur ajustée des sorties de trésorerie nettes totales					
17	Ratio de couverture des besoins de liquidité (LCR)					
Ratio de financement stable net (NSFR) [5]						
18	Financement stable disponible total					
19	Financement stable requis total					
20	Ratio de financement stable net (NSFR)					

(1) Les exigences globales de coussin de fonds propres tiennent compte du coussin le plus élevé entre les coussins G-SIB et D-SIB.

(2) Hors "Pillar 2 Guidance" non publique.

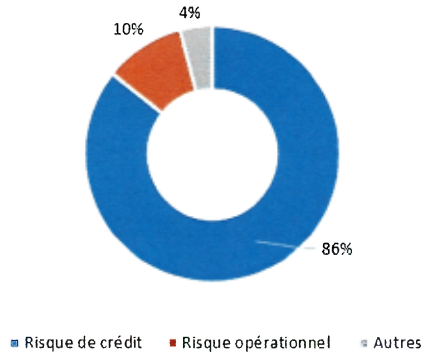
(3) Le Groupe BNP Paribas Personal Finance n'a pas tenu compte d'exemption temporaire des dépôts auprès des banques centrales de l'Eurosystème.

(4) L'exigence de coussin lié au ratio de levier entrera en vigueur à partir du 1er janvier 2023. Elle s'élèvera à 50% du coussin de fonds propres G-SIB applicable au Groupe.

(5) Le Groupe BNP Paribas Personal Finance est exempté de respect des ratios LCR et NSFR, bénéficiant d'un waiver au titre de son appartenance au Groupe BNP Paribas.

GRAPHIQUE N° 1 : ACTIFS PONDÉRÉS PAR TYPE DE RISQUE (*)

L'essentiel des risques du Groupe relève du risque de crédit (86% des actifs pondérés du Groupe au 31 décembre 2022).

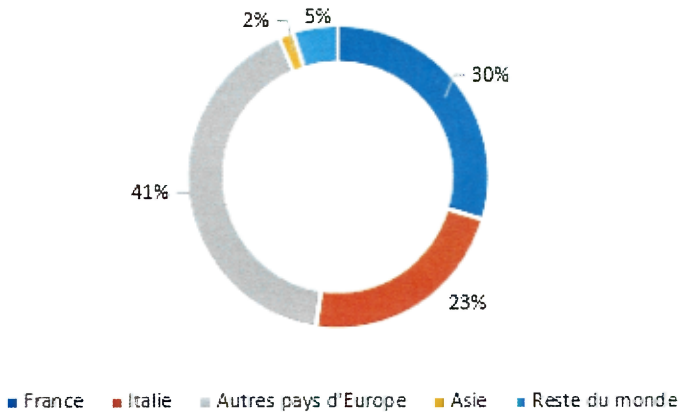


(*) Répartition au 31 décembre 2022.

Classification : Internal

GRAPHIQUE N° 2 : VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DES EXPOSITIONS DU PORTEFEUILLE DE RISQUE DE CRÉDIT (*)

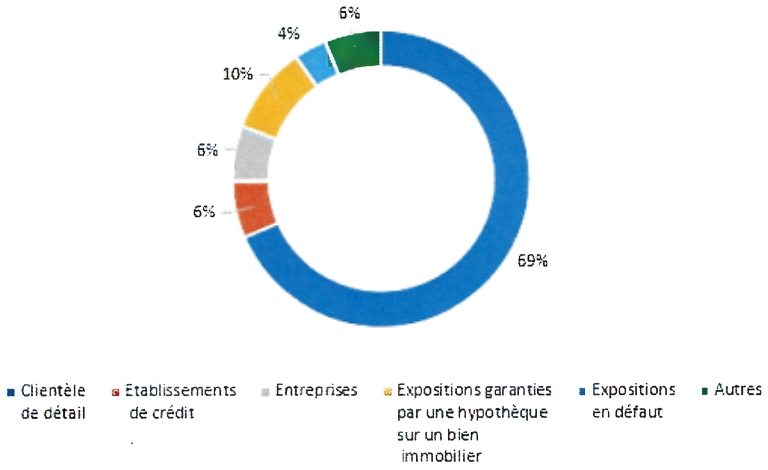
Au 31 décembre 2022, les expositions au risque de crédit du Groupe se situent principalement en Europe (94 %), essentiellement en France (30%) et en Italie (23%).



(*) Répartition au 31 décembre 2022.

GRAPHIQUE N° 3 : VENTILATION DES EXPOSITIONS DU PORTEFEUILLE DE RISQUE DE CRÉDIT PAR CLASSE D'EXPOSITION (*)

La clientèle de détail représente l'essentiel des expositions du Groupe (69% au 31 décembre 2022).



(*) Répartition au 31 décembre 2022.

2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES

CHAMP D'APPLICATION

Le champ d'application du périmètre prudentiel tel qu'il est défini dans le Règlement (UE) n°575/2013 relatif aux exigences de fonds propres est différent de celui du périmètre de consolidation comptable dont la composition relève de l'application des normes IFRS, telles qu'adoptées par l'Union européenne. Les notes annexes aux États financiers consolidés sont établies sur le périmètre de consolidation comptable.

Les principes de consolidation comptable et les périmètres de consolidation comptable et prudentielle sont décrits respectivement dans les notes annexes 1.b et 8.j des Etats financiers consolidés du Groupe BNP Paribas Personal Finance du 31 décembre 2022, disponibles sur le site des Journaux Officiels (www.journal-officiel.gouv.fr) ainsi que le site institutionnel de BNP Paribas Personal Finance.

Classification : Internal

BNP PARIBAS
PERSONAL FINANCE

Périmètre prudentiel

Conformément à la réglementation, un périmètre prudentiel est défini par le Groupe BNP Paribas Personal Finance pour l'exercice de la surveillance sur base consolidée des ratios de fonds propres. Ses spécificités sont les suivantes :

- les entités contrôlées conjointement (les entités UCI Groupe, Genius et Wisdom) sont consolidées par mise en équivalence dans le périmètre comptable et selon la méthode de l'intégration proportionnelle dans le périmètre prudentiel ;
- les entités destinées à être cédées sont consolidées par intégration globale sans application de la norme IFRS 5 relative aux groupes d'actifs et de passifs destinés à la vente (voir note annexe 8.c *Activités destinées à être cédées des états financiers consolidés*).

Le tableau suivant présente les retraitements réalisés entre périmètre de consolidation comptable et prudentiel pour chaque poste du bilan.

PASSAGE DU BILAN COMPTABLE CONSOLIDÉ AU BILAN PRUDENTIEL (EU CC2)

	31/12/2022				
En millions d'euros	Périmètre comptable	Retraitements liés aux méthodes de consolidation(*)	Périmètre prudentiel FinRep	Retraitement lié à l'effet de l'application de la norme IFRS 5 (**)	Périmètre prudentiel
ACTIF					
Caisse, banques centrales	**382**	**10**	**392**	**65**	**457**
Instruments financiers en valeur de marché par résultat	**83**	**2**	**85**	**5**	**90**
Portefeuille de titres	64	(49)	15		15
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10 %					-
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10 %					-
Prêts et opérations de pensions	-	-	-	5	5
Instruments financiers dérivés	19	51	70		70
Instruments financiers dérivés de couverture	**1 418**	**161**	**1 579**	**6**	**1 585**
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres	**3**	-	**3**		**3**
Titres de dette					-
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%					-
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%					-
Instruments de capitaux propres	3	-	3		3
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%					-
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%					-
Actifs financiers au coût amorti	**80 959**	**5 590**	**86 549**	**6 702**	**93 251**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	6 736	262	6 998	229	7 227
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%					-
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%					-
Prêts et créances sur la clientèle	73 952	5 500	79 452	6 469	85 921
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%					-
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%					-
Titres de dette	271	(172)	99	4	103
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%					-
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%					-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	**(981)**		**(981)**		**(981)**
Placement des activités d'assurance	-	-	-		-
Actifs d'impôts courants et différés	**933**	**29**	**962**	**40**	**1 002**
Comptes de régularisation et actifs divers	**764**	**126**	**890**	**110**	**1 000**
Participations dans les entreprises mises en équivalence	**1 029**	**(530)**	**499**		**499**
dont participations dans les entités du secteur financier	*752*	**(354)**	398		398
dont écarts d'acquisition	*103*	-	103		103
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	**872**	**5**	**877**	**24**	**901**
Immobilisations incorporelles	**383**	**2**	**385**	**49**	**434**
dont immobilisations incorporelles hors droits hypothécaires	*383*	1 041	1 424		1 424
Ecarts d'acquisition	**1 029**	-	**1 029**	**32**	**1 061**
Actifs destinés à être cédés (***)	**7 033**	-	**7 033**	**(7 033)**	-
TOTAL ACTIF	**93 907**	**5 395**	**99 302**	-	**99 302**

Classification : Internal

En millions d'euros	31/12/2022 Périmètre comptable	Retraitements liés aux méthodes de consolidation(*)	Périmètre prudentiel FinRep	Retraitement lié à l'effet de l'application de la norme IFRS 5 (***)	Périmètre prudentiel
DETTES					
Banques centrales	-	-	-		-
Instruments financiers en valeur de marché par résultat	**19**	**52**	**71**		**71**
Portefeuille de titres			-		-
Dépôts et opérations de pensions			-		-
Dettes représentées par un titre			-		-
dont dettes admissibles aux fonds propres Tier 1			-		-
dont dettes admissibles aux fonds propres Tier 2			-		-
Instruments financiers dérivés	19	52	71		71
Instruments financiers dérivés de couverture	**342**	**1**	**343**	**3**	**346**
Passifs financiers au coût amorti	**75 825**	**5 062**	**80 887**	**4 898**	**85 785**
Dettes envers les établissements de crédit	64 946	3 429	68 375	4 681	73 056
Dettes envers la clientèle	3 892	188	4 080	163	4 243
Dettes représentées par un titre	5 394	1 425	6 819	53	6 872
Dettes subordonnées	1 593	20	1 613	-	1 613
dont dettes admissibles aux fonds propres Tier 1			-		-
dont dettes admissibles aux fonds propres Tier 2 (**)	*1 589*	*20*	*1 609*		*1 609*
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	**(8)**	-	**(8)**		**(8)**
Passifs d'impôts courants et différés	**206**	**31**	**237**	**8**	**245**
Comptes de régularisation et passifs divers	**2 013**	**236**	**2 249**	**326**	**2 575**
Provisions techniques et autres passifs d'assurance		-	-		-
Provisions pour risques et charges	**635**	**13**	**648**	**80**	**728**
Dettes liées au actifs destinés à être cédés (***)	**5 315**	-	**5 315**	**(5 315)**	-
TOTAL DETTES	**84 347**	**5 395**	**89 742**	-	**89 742**
CAPITAUX PROPRES			-		
Capital et réserves	*8 996*	-	*8 996*		*8 996*
Résultat de la période, part du Groupe	*165*	-	*165*		*165*
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe	**9 161**	-	**9 161**		**9 161**
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	*(377)*	-	*(377)*		*(377)*
Total part du Groupe	**8 784**	-	**8 784**		**8 784**
Intérêts minoritaires	**776**	-	**776**		**776**
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	**9 560**	-	**9 560**	-	**9 560**
TOTAL PASSIF	**93 907**	**5 395**	**99 302**	-	**99 302**

(*) Retraitement des entités contrôlées conjointement en intégration proportionnelle dans le périmètre prudentiel et mises en équivalence dans le périmètre comptable.

(**) Les dettes admissibles en fonds propres Tier 2 sont présentées pour leur valeur nominale (hors intérêts courus non échus et réévaluation de la composante couverte).

(***) Voir note annexe 8.c des états financiers consolidés.

En millions d'euros	31/12/2021 Périmètre comptable	Retraitements liés aux méthodes de consolidation(*)	Périmètre prudentiel FinRep	Retraitement lié à l'effet de l'application de la norme IFRS 5 (***)	Périmètre prudentiel
ACTIF					
Caisse, banques centrales	**591**	**9**	**600**		**600**
Instruments financiers en valeur de marché par résultat	**84**	**(37)**	**48**		**48**
Portefeuille de titres	65	(46)	19		19
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10 %					
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10 %					
Prêts et opérations de pensions	13	-	13		13
Instruments financiers dérivés	6	10	15		15
Instruments financiers dérivés de couverture	**221**	**0**	**222**		**222**
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres	**3**	-	**3**		**3**
Titres de dette					
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%					
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%					
Instruments de capitaux propres	3	-	3		3
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%					
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%					
Actifs financiers au coût amorti	**86 080**	**5 440**	**91 520**		**91 520**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	6 879	264	7 144		7 144
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%					
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%		-			
Prêts et créances sur la clientèle	78 624	5 453	84 077		84 077
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%					
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%					
Titres de dette	577	(277)	299		299
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%					
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%					
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	**35**	-	**35**		**35**
Placement des activités d'assurance	-	-	-		-
Actifs d'impôts courants et différés	**879**	**59**	**938**		**938**
Comptes de régularisation et actifs divers	**1 044**	**161**	**1 205**		**1 205**
Participations dans les entreprises mises en équivalence	**855**	**(354)**	**501**		**501**
dont participations dans les entités du secteur financier	*752*	**(354)**	398		*398*
dont écarts d'acquisition	*103*	-	103		*103*
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	**773**	**5**	**778**		**778**
Immobilisations incorporelles	**438**	**2**	**440**		**440**
dont immobilisations incorporelles hors droits hypothécaires	*438*	**2**	**440**		*440*
Ecarts d'acquisition	**1 081**	-	**1 081**		**1 081**
Actifs destinés à être cédés (***)		-	-		
TOTAL ACTIF	**92 085**	**5 286**	**97 371**	-	**97 371**

Classification : Internal

En millions d'euros	31/12/2021 Périmètre comptable	Retraitements liés aux méthodes de consolidation(*)	Périmètre prudentiel FinRep	Retraitement lié à l'effet de l'application de la norme IFRS 5 (***)	Périmètre prudentiel
DETTES					
Banques centrales		-	-		-
Instruments financiers en valeur de marché par résultat	**6**	**11**	**17**		**17**
Portefeuille de titres			-		
Dépôts et opérations de pensions			-		
Dettes représentées par un titre			-		
dont dettes admissibles aux fonds propres Tier 1			-		
dont dettes admissibles aux fonds propres Tier 2			-		
Instruments financiers dérivés	6	11	17		17
Instruments financiers dérivés de couverture	**189**	**8**	**197**		**197**
Passifs financiers au coût amorti	**79 554**	**5 104**	**84 658**		**84 658**
Dettes envers les établissements de crédit	67 642	3 469	71 112		71 112
Dettes envers la clientèle	**4 016**	229	**4 245**		**4 245**
Dettes représentées par un titre	6 517	1 397	7 914		7 914
Dettes subordonnées	1 379	8	1 387		1 387
dont dettes admissibles aux fonds propres Tier 1			-		
dont dettes admissibles aux fonds propres Tier 2 (**)	*1 377*	5	1 382		*1 382*
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	**4**	-	**4**		**4**
Passifs d'impôts courants et différés	**181**	**16**	**196**		**196**
Comptes de régularisation et passifs divers	**2 294**	**140**	**2 433**		**2 433**
Provisions techniques et autres passifs d'assurance		-	-		-
Provisions pour risques et charges	**699**	**7**	**706**		**706**
Dettes liées au actifs destinés à être cédés (**)		-	-		-
TOTAL DETTES	82 927	5 286	88 212	-	88 212
CAPITAUX PROPRES			-		
Capital et réserves	*8 917*	0	*8 917*		*8 917*
Résultat de la période, part du Groupe	*122*	-	*122*		*122*
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe	**9 038**	**0**	**9 039**		**9 039**
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	*(577)*	(0)	*(577)*		*(577)*
Total part du Groupe	**8 461**	-	**8 461**		**8 461**
Intérêts minoritaires	**697**	-	**697**		**697**
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	9 158	-	9 158	-	9 158
TOTAL PASSIF	92 085	5 286	97 371	-	97 371

(*) Retraitement des entités contrôlées conjointement en intégration proportionnelle dans le périmètre prudentiel et mises en équivalence dans le périmètre comptable.

(**) Les dettes admissibles en fonds propres Tier 2 sont présentées pour leur valeur nominale (hors intérêts courus non échus et réévaluation de la composante couverte).

FONDS PROPRES

Le Groupe BNP Paribas Personal Finance est soumis au respect de la réglementation prudentielle française qui transpose en droit français la directive européenne « Accès à l'activité des établissements de crédit et surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement ».

Dans certains pays où le Groupe opère, il est soumis, en outre, au respect de ratios particuliers selon des modalités contrôlées par les autorités de supervision compétentes.

Depuis le 1er janvier 2014, le Règlement (UE) n° 575/2013, instaurant les méthodes de calcul du ratio de solvabilité, a défini ce dernier comme le rapport entre le total des fonds propres prudentiels et la somme :

- du montant des expositions pondérées au titre du risque de crédit et de contrepartie calculé en utilisant l'approche standard ou l'approche avancée de notations internes selon l'entité ou l'activité du Groupe concernée ;
- des exigences de fonds propres au titre de la surveillance prudentielle du risque de marché, du risque d'ajustement de l'évaluation de crédit et du risque opérationnel, multipliées par un facteur égal à 12,5.

Composition des fonds propres prudentiels

Les fonds propres prudentiels sont répartis en trois catégories (les fonds propres de base de catégorie 1, les fonds propres additionnels de catégorie 1 et les fonds propres de catégorie 2), composés d'instruments de capital et de dettes, sur lesquels sont effectués des ajustements réglementaires. Ces éléments sont soumis aux dispositions transitoires.

Fonds propres de base de catégorie 1

Les instruments de fonds propres de base de catégorie 1 sont composés principalement :

- des capitaux propres comptables en part du Groupe, retraités des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée, non éligibles dans cette catégorie et de l'anticipation d'une distribution du résultat ;
- des réserves des intérêts minoritaires des entités régulées, écrêtées de leur surplus de capitalisation. Les intérêts minoritaires des entités non régulées sont exclus.

Classification : Internal

Les principaux ajustements réglementaires sont les suivants :

- gains et pertes générés par la couverture des flux de trésorerie ;
- écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles, nets d'impôts différés passifs. Depuis le 31 décembre 2020, conformément au Règlement (UE) n° 2020/2176 de la Commission, certains logiciels bénéficient d'un amortissement prudentiel spécifique permettant l'application d'une pondération spécifique au lieu d'une déduction des fonds propres CET1 ;
- impôts différés actifs nets dépendant de bénéfices futurs et résultant de déficits reportables ;
- pertes attendues sur les expositions sur actions ;
- part des pertes attendues sur les encours de crédit traités selon l'approche avancée de notations internes non couverte par des provisions et autres ajustements de valeur ;
- différence négative entre le montant de la provision comptabilisée pour chaque exposition non performante et le niveau de provisionnement minimum tel que défini à l'article 47 quater du Règlement (UE) n° 2019/630 ;
- tranches de titrisation pour lesquelles le Groupe a opté pour la déduction des fonds propres au lieu d'une pondération à 1 250 %.

Passage des Capitaux Propres comptables au Fonds Propres de base de catégorie 1 (CET1)

En millions d'euros	31 décembre 2022 (*) en phasé	31 décembre 2021 (*) en phasé
Capitaux propres comptables	**9 560**	**9 158**
Dettes subordonnées perpétuelles non reconnues en CET1	(975)	(975)
Intérêts minoritaires non éligibles	(419)	(356)
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture des flux de trésorerie comptabilisées directement en capitaux propres	(165)	(56)
Ecarts d'acquisition et autrres immobilisations incorporelles	(1 357)	(1 412)
Impots différés nets actifs, résultant des déficits reportables	(16)	(8)
Montants négatifs résultant du calcul des pertes attendues	(164)	(70)
Autres ajustements prudentiels (**)	101	253
FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 (CET1)	**6 565**	**6 535**

(*) Montant soumis à traitement prérèglement ou montant résiduel en vertu du règlement (UE) n°575/2013, conformément aux règles d'admissibilité des dettes grandfathered des fonds propres additionnels de catégorie 1et des fonds propres de catégorie 2 applicables en 2022.

(**) retraitements essentiellement liés à l'application des dispositions transitoires relatives à la norme IFRS9.

Fonds propres additionnels de catégorie 1

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 sont composés d'instruments subordonnés, ayant principalement les caractéristiques suivantes :

- ils sont perpétuels et ne contiennent aucune incitation de remboursement ;
- ils ne sont pas détenus par l'établissement, ses filiales ou toute entreprise détenue à 20 % ou plus ;
- ils possèdent une capacité d'absorption des pertes ;
- ils peuvent comporter une option de rachat, au plus tôt cinq ans après la date d'émission, exerçable à la discrétion de l'émetteur (sous rerve de l'autorisation du superviseur) ;
- ils ont une rémunération provenant d'éléments distribuables et pouvant être annulée sans contrainte pour l'établissement.

Cette catégorie est également constituée de réserves minoritaires non éligibles dans les fonds propres de base dans leur limite d'éligibilité à la catégorie additionnelle.

Fonds propres de catégorie 2

Les fonds propres de catégorie 2 sont composés de dettes subordonnées ne comportant pas d'incitation de rachat, ainsi que de réserves minoritaires non éligibles dans les fonds propres de catégorie 1 dans leur limite d'éligibilité à cette catégorie. Une décote prudentielle est appliquée aux dettes subordonnées de maturité résiduelle inférieure à 5 ans.

Les déductions prudentielles des fonds propres de catégorie 2 concernent principalement les détentions d'instruments de fonds propres de catégorie 2 d'entités financières significatives.

Classification : Internal

BNP PARIBAS
PERSONAL FINANCE

Composition et évolution des fonds propres prudentiels

En millions d'euros	31 décembre 2022 en phasé	31 décembre 2021 en phasé
Fonds propres de base de catégorie 1 : instruments et réserves		
Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	4 317	4 317
dont actions ordinaires	4 317	4 317
Bénéfices non distribués	3 742	3 659
Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves, pour inclure les gains et pertes non réalisés conformément au référentiel comptable applicable)	(377)	(577)
Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidé)	357	341
Bénéfices intermédiaires, nets de charge et de tout dividende prévisibles, ayant fait l'objet d'un contrôle indépendant	120	62
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1) AVANT AJUSTEMENTS RÈGLEMENTAIRES	8 159	7 801
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : ajustements règlementaires	(1 594)	(1 266)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)	**6 565**	**6 535**
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : instruments(*)	975	975
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : ajustements règlementaires	76	69
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1)(*)	1 051	1 044
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (T1 = CET1 + AT1)(*)	**7 616**	**7 579**
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : instruments et provisions(*)	1 567	1 374
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : ajustements règlementaires	-	(3)
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (T2)(*)	1 567	1 371
TOTAL DES FONDS PROPRES (TC = T1 + T2)(*)	**9 183**	**8 951**

(*) Conformément aux règles d'admissibilité des dettes grandfathered dans les fonds propres additionnels de catégorie 1 et les fonds propres de catégorie 2 applicables.

EVOLUTION DES FONDS PROPRES

En millions d'euros	31 décembre 2022 (*)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 (CET1)	
31 décembre 2021	**6 535**
Fonds propres de base de catégorie 1 : instruments et réserves	**246**
Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	
dont actions ordinaires	-
Réserves permanentes	*19*
Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves, pour inclure les gains et pertes non réalisés conformément au référentiel comptable applicable)	90
Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidés)	16
Bénéfices non distribués	120
Bénéfices intermédiaires, nets de toute charge et de tout dividende prévisible, ayant fait l'objet d'un contrôle indépendant	
Fonds propres de base de catégirie 1 : ajustements réglementaires	**(216)**
dont immobilisations incorporelles	31
dont écarts d'acquisition	25
dont actifs d'impots différé dépendant de bénéfices futures à l'exclusion de ceux résultant de différences temporelles	(9)
dont positions de titrisation déduites des fonds propres	1
dont Phased-in IFRS 9	(143)
dont autres ajustements	(122)
31 décembre 2022	**6 565**
FONDS PROPRES ADDITIONNELS CATÉGORIE 1 (AT1)	
31 décembre 2021	**1 044**
Fonds propres de catégorie 1(AT1) : instruments et provisions	**6**
dont Dettes admisibles et Dettes admissibles en grandfathering	-
dont Différentiel d'écrêtage des minoritaires entre T1 et CET1	6
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : ajustements réglementaires	-
31 décembre 2022	**1 050**
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (T2)	
31 décembre 2021	**1 371**
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : instruments et provisions(*)	**193**
dont Dettes admisibles et Dettes admissibles en grandfathering	209
dont Différentiel d'écrêtage des minoritaires entre T2 et T1	(16)
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : ajustements réglementaires	**3**
dont excédent des provisions	-
dont Prêts aux entités du secteur financier détenues à plus de 10%	3
31 décembre 2022	**1 567**

(*) Montant soumis à traitement prérèglement ou montant résiduel en vertu du règlement (UE) n° 575/2013, conformément aux règles d'admissibilité des dettes grandfathered des fonds propres additionnels de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 applicables en 2022.

Classification : Internal

Dispositions transitoires relatives aux fonds propres

Le Règlement (UE) n° 575/2013 (CRR) permettait de mettre en place progressivement jusqu'au 1er janvier 2022 les modalités de calcul introduites par Bâle 3. À compter de 2019, les éléments encore soumis à ces dispositions transitoires sont les dettes subordonnées émises avant le 31 décembre 2011, admissibles selon la règlementation précédente mais non admissibles en Bâle 3, sur lesquelles s'applique un plafond d'éligibilité dégressif. L'impact de ces dispositions est précisé aux lignes 82 à 85 du tableau de composition des Fonds propres prudentiels (EU CC1). Ces dispositions transitoires sont arrivées à échéance le 1er janvier 2022, et les instruments concernés ont tous été rappelés avant le 31 décembre 2021.

Le Règlement (UE) n° 2017/2395 définit les mesures transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9. Ces mesures permettent d'atténuer jusqu'au 1er janvier 2023 l'impact de l'augmentation des pertes de crédit attendues liée à l'application de cette nouvelle norme sur les fonds propres de base de catégorie 1. Le Groupe applique ces mesures transitoires depuis le 31 mars 2018 conformément à la recommandation de la BCE.

EFFET DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES RELATIVES À LA NORME IFRS 9 (EU IFRS 9-FL)

En millions d'euros		31 décembre 2022	31 décembre 2021
Fonds propres			
1	Fonds propres de base de catégorie 1(CET1)	6 565	6 535
2	Fonds propres de base de catégorie 1(CET1) si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	6 423	6 250
3	Fonds propres de catégorie 1(Tier 1)	7 616	7 579
4	Fonds propres de catégorie 1(Tier 1) si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	7 473	7 294
5	Total des fonds propres	9 183	8 951
6	Total des fonds propres si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	9 040	8 641
Actifs pondérés			
7	Actifs pondérés	67 164	64 042
8	Actifs pondérés si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	67 172	64 056
Ratios de fonds propres			
9	Fonds propres de base de catégorie 1(CET1)	9,77%	10,20%
10	Fonds propres de base de catégorie 1(CET1) si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	9,56%	9,76%
11	Fonds propres de catégorie 1(Tier 1)	11,34%	11,84%
12	Fonds propres de catégorie 1(Tier 1) si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	11,13%	11,39%
13	Total des fonds propres	13,67%	13,98%
14	Total des fonds propres si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	13,46%	13,49%
Ratio de levier			
15	Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier	95 383	93 626
16	Ratio de levier	7,98%	8,10%
17	Ratio de levier si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	7,84%	7,81%

EXIGENCES DE FONDS PROPRES ET ACTIFS PONDERES

Le tableau ci-dessous présente les montants d'actifs pondérés et d'exigences de fonds propres par type de risque. Les exigences de fonds propres représentent 8 % des actifs pondérés.

Classification : Internal

ACTIFS PONDERES ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES (EU OV1)

		a	b	c
		Actifs pondérés		Exigences de fonds propres
En millions d'euros		31 décembre 2022	31 décembre 2021	31 décembre 2022
1	**Risque de crédit**	**57 590**	**55 084**	**4 607**
2	Dont approche standard	50 378	44 297	**4 030**
EU 4a	Dont actions selon la méthode de pondération simple	117	77	**9**
5	Dont approche basées sur les notations internes avancées (A-IRB)	7 096	10 710	**568**
6	**Risque de contrepartie**	**29**	**25**	**2**
7	Dont SACCR (dérivés)	7	6	**1**
8	Dont méthode du modèle interne (IMM)			
EU 8a	Dont expositions sur CCP liées aux activités de compensation			
EU 8b	Dont CVA	23	19	**2**
9	Dont autres			
15	**Risque de règlement**			
16	**Expositions de titrisation du portefeuille bancaire** [1]	**341**	**321**	**27**
17	Dont approche fondée sur les notations internes (SEC-IRBA)	154	153	**12**
18	Dont approche fondée sur les notations externes (SEC-ERBA)	186	168	**15**
19	Dont approche standard (SEC-SA)			
EU 19a	Dont expositions pondérées à 1250% (ou déduites des fonds propres) (1)			
20	**Risque de marché**	**391**	**0**	**31**
21	Dont approche standard	391	0	**31**
22	Dont approche fondée sur les modèles internes (IMA)			
23	**Risque opérationnel**	**6 834**	**6 767**	**547**
EU 23a	Dont approche de base	192	157	**15**
EU 23b	Dont approche standard	1 915	1 977	**153**
EU 23c	Dont approche par mesure avancée (AMA)	4 727	4 632	**378**
24	**Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250 %)**	**1 980**	**1 846**	**158**
29	**Total**	**67 164**	**64 042**	**5 373**

(1) Le groupe a opté pour l'approche par déduction plutôt qu'une pondération à 1250%. Le montant des expositions de titrisation du portefeuille bancaire déduites des fonds propres atteint 0,3 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Le montant total des actifs pondérés du Groupe au 31 décembre 2022 s'élève à 67,2 milliards d'euros contre 64,0 milliards d'euros au 31 décembre 2021. Au 31 décembre 2022, les actifs pondérés calculés en modèle interne représentent 17,8 % des actifs pondérés du Groupe.

Les montants inférieurs aux seuils de déduction des fonds propres prudentiels correspondent aux éléments d'actifs pondérés à 250 % conformément à l'article 48 du Règlement (UE) n° 575/2013. Ils incluent principalement :

- les établissements de crédit ou financiers consolidés par mise en équivalence, à l'exception des entités d'assurance consolidées par mise en équivalence dans le périmètre prudentiel qui sont traitées en méthode de pondération simple ;
- les participations financières significatives, dans les établissements de crédit ou financiers détenus à plus de 10 % ;
- les actifs d'impôts différés dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles.

RATIO DE LEVIER

Le ratio de levier a comme objectif principal de servir de mesure complémentaire aux exigences de fonds propres fondées sur les risques (principe de filet de sécurité – back stop). Il est calculé comme le rapport entre les fonds propres Tier 1 et une mesure d'exposition calculée à partir des engagements de bilan et d'hors-bilan évalués selon une approche prudentielle. Les instruments dérivés et les opérations de pension font notamment l'objet de retraitements spécifiques.

Au niveau européen, l'application de l'exigence de ratio de levier s'effectue de manière progressive conformément aux dispositions prévues dans la CRR et la CRR 2 :

- jusqu'au 28 juin 2021, le ratio de levier ne faisait l'objet que d'une exigence de déclaration au superviseur (BCE) et d'une obligation de publication au titre du Pilier 3 ;
- depuis le 28 juin 2021, les établissements sont soumis à une exigence minimale de ratio de levier de 3 %.

Le ratio de levier de BNP Paribas Personal Finance s'élève à 7,98% au 31 décembre 2022.

Classification : Internal

RAPPROCHEMENT ENTRE ACTIFS COMPTABLES ET EXPOSITIONS AUX FINS DU RATIO DE LEVIER (EU LR1)

		a	a
En millions d'euros		31 décembre 2022	31 décembre 2021
1	Total de l'actif selon les états financiers publiés	93 907	92 085
2	Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation prudentielle	5 395	5 286
3	(Ajustement pour les expositions titrisées qui satisfont aux exigences de transfert de risque significatif)		
4	(Ajustement pour l'exemption temporaire des expositions sur les banques centrales)		
8	Ajustement pour instruments financiers dérivés	102	92
9	Ajustement pour les opérations de financement sur titres (SFT)(*)		
10	Ajustement pour les éléments de hors bilan (résultant de la conversion des expositions de hors bilan en montants de crédit équivalents)	4 348	4 229
11	(Ajustement pour les corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente et les provisions spécifiques et générales déduit des fonds propres de catégorie 1)	(2)	(0)
11a	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)		
11b	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR)	(6 776)	(6 800)
12	Autres ajustements	(1 592)	(1 266)
13	**MESURE TOTALE DE L'EXPOSITION AUX FINS DU RATIO DE LEVIER**	**95 383**	**93 626**

(*) Opérations de pension et de prêts/emprunts de titres.

RATIO DE LEVIER - DECLARATION COMMUNE (EU LR2)

		a	a
En millions d'euros		31 décembre 2022	31 décembre 2021
	Expositions au bilan (excepté dérivés et SFT(*))		
1	Éléments du bilan (dérivés, SFT(*) et actifs fiduciaires exclus, mais sûretés incluses)	97 576	97 075
2	Montant des sûretés fournies pour des dérivés, lorsqu'elles sont déduites des actifs du bilan selon le référentiel comptable applicable		
3	(Déduction des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés)		
4	(Ajustement pour les titres reçus dans le cadre d'opérations de financement sur titres qui sont comptabilisés en tant qu'actifs)		
5	(Ajustements pour risque de crédit général des éléments inscrits au bilan)		
6	(Actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1)	(1594)	(1266)
7	**Total des expositions au bilan (dérivés, SFT(*) et actifs fiduciaires exclus) (somme des lignes 1 à 6)**	**95 982**	**95 809**
	Expositions sur dérivés		
8	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées (net des marges de variation en espèces éligibles)	1726	296
8a	Dérogation pour dérivés : contribution des coûts de remplacement selon l'approche standard simplifiée		
9	Montants de majoration pour l'exposition future potentielle associée à des opérations sur dérivés SA-CCR	102	92
9a	Dérogation pour dérivés: contribution de l'exposition potentielle future selon l'approche standard simplifiée		
9b	Exposition déterminée par application de la méthode de l'exposition initiale		
10	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (SA-CCR)		
10a	(jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (approche standard simplifiée)		
10b	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients (méthode de l'exposition initiale)		
11	Valeur notionnelle effective ajustée des dérivés de crédit vendus		
12	(Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus)		
13	**Total des expositions sur dérivés (somme des lignes 8 à 12)**	**1828**	**388**

Classification : Internal

En millions d'euros		a 31 décembre 2022	a 31 décembre 2021
	Expositions sur SFT (*)		
14	Actifs SFT(*) bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes		
15	(Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs SFT(*) bruts)		
16	Exposition au risque de contrepartie pour les actifs SFT(*)		
16a	Dérogation pour SFT(*) : Exposition au risque de contrepartie conformément à l'article 429 ter, paragraphe 4, et à l'article 222 du règlement (UE) n°575/2013		
17	Expositions lorsque l'établissement agit en qualité d'agent		
17a	(Jambe CCP exemptée des expositions pour SFT(*) compensées par le client)		
18	**Total des expositions sur opérations de financement sur titres (somme des lignes 14 à 18)**	**-**	**-**
	Autres expositions de hors bilan		
19	Expositions de hors bilan en valeur notionnelle brute	28 142	28 446
20	(Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents)	(23 794)	(24 217)
21	(Provisions générales déduites lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1et provisions spécifiques associées aux expositions de hors-bilan)		
22	**Autres expositions de hors bilan (somme des lignes 19 à 21)**	**4 348**	**4 229**
	Expositions exemptées au titre de l'article 429, paragraphes 7 et 14, du règlement (UE) n° 575/2013 (expositions au bilan et hors bilan)		
22a	(Expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article CRR 429 bis, paragraphe 1c)	-	-
22b	(Expositions exemptées en vertu de l'article CRR 429 bis, paragraphe 1j (au bilan et hors bilan))	(6 776)	(6 800)
22c	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Investissements publics)		
22d	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Prêts incitatifs)		
22e	(Exclusions d'expositions découlant du transfert de prêts incitatifs par des banques (ou unités de banques) qui ne sont pas des banques publiques de développement)		
22f	(Exclusions de parties garanties d'expositions résultant de crédits à l'exportation)		
22g	(Exclusions de sûretés excédentaires déposées auprès d'agents tripartites)		
22h	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par les établissements/DCT, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point o), du CRR)		
22i	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par des établissements désignés, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point p), du CRR)		
22j	(Réduction de la valeur d'exposition des crédits de préfinancement ou intermédiaires)		
22k	**(Total des expositions exemptées) (somme des lignes 22a à 22j)**	**(6 776)**	**(6 800)**
	Fonds propres et mesure de l'exposition totale		
23	**Fonds propres de catégorie 1 (tier 1)**	**7 616**	**7 579**
24	**Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier**	**95 383**	**93 626**
25	**RATIO DE LEVIER**	**7,98%**	**8,10%**
EU-25	Ratio de levier (hors incidence de l'exemption des investissements publics et des prêts incitatifs) (%)	7,98%	8,10%
25a	Ratio de levier (hors incidence d'exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) (%)	7,98%	8,10%
	Exigences de ratio de levier		
26	Exigence réglementaire de ratio de levier minimal (%)	3,00%	3%
26a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	0,00%	0%
26b	*dont: à constituer avec des fonds propres CET1*		
27	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)		
27a	Exigence de ratio de levier global (%)	3,00%	3%
	Choix en matière de dispositions transitoires et montant des actifs fiduciaires décomptabilisés		
EU-27b	Montant des actifs fiduciaires décomptabilisés au titre de l'article 429, paragraphe 11, du règlement (UE) n°575/2013.		
	Publication des valeurs moyennes		
28	Moyenne des valeurs quotidiennes des actifs SFT(*) bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants	-	
29	Valeur de fin de trimestre des actifs SFT(*) bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants	-	
30	Mesure de l'exposition totale (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs SFT(*) bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	95 383	93 626
30a	Mesure de l'exposition totale (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs SFT(*) bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	95 383	93 626
31	Ratio de levier (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs SFT(*) bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	**7,98%**	**8,10%**
31a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs SFT(*) bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	**7,98%**	**8,10%**

(*) Opérations de pension et de prêts/emprunts de titres.

Classification : Internal

VENTILATION DES EXPOSITIONS AU BILAN EXCEPTE DERIVES, SFT (*) ET EXPOSITIONS EXEMPTEES (EU LR3)

		a	a
En millions d'euros		31 décembre 2022	31 décembre 2021
EU-1	**Total des expositions au bilan (excepté dérivés, SFT(*) et expositions exemptées), dont :**	**90 800**	**90 275**
EU-2	Expositions du portefeuille de négociation		
EU-3	Expositions du portefeuille bancaire, dont :	90 800	90 275
EU-4	Obligations garanties		
EU-5	Expositions considérées comme souveraines	1 349	1 531
EU-6	Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains		-
EU-7	Établissements	986	1 168
EU-8	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	11 178	13 408
EU-9	Expositions sur la clientèle de détail	61 831	58 740
EU-10	Entreprises	4 877	3 708
EU-11	Expositions en défaut	2 763	3 006
EU-12	Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)	7 816	8 713

(*) Opérations de pension et de prêts/emprunts de titres.

3. RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est défini comme la conséquence liée à la probabilité que l'emprunteur ou une contrepartie ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel de l'évaluation de la qualité du crédit.

DIVERSIFICATION DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT

L'exposition brute du Groupe au risque de crédit s'élève à 123,9 milliards d'euros au 31 décembre 2022, contre 122,2 milliards d'euros au 31 décembre 2021.

Ce portefeuille, analysé ci-après en termes de diversification, recouvre l'ensemble des expositions au risque de crédit présenté dans le tableau « Expositions au risque de crédit par classe d'exposition et par type d'approche » (EU CRB-B).

Le tableau ci-après présente le montant des expositions brutes de l'ensemble des actifs du Groupe BNP Paribas Personal Finance, y compris les titres à revenu fixe, exposés au risque de crédit. Ces montants d'exposition s'appuient sur la valeur comptable brute des actifs financiers. Ils ne tiennent pas compte des garanties reçues ni des sûretés obtenues par le Groupe dans le cadre de son activité courante de gestion du risque de crédit.

Classification : Internal

Ventilation par classe d'exposition règlementaire

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR CLASSE D'EXPOSITION ET PAR TYPE D'APPROCHE (EU CRB-B)

	Expositions *En millions d'euros*	31 décembre 2022	Moyenne de l'année 2022	31 décembre 2021
1	Administrations centrales et banques centrales			
2	Établissements			
3	Entreprises			
4	*dont financement spécialisé*			
5	*dont PME*			
6	Clientèle de détail	17 425	21420	24 604
7	*dont expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier*			
8	*dont PME*	*0*	*41*	*81*
9	*dont non-PME*	*9 013*	*11 169*	*12 992*
10	*dont expositions renouvelables*	*8 411*	*10 210*	*11530*
11	*dont autres clientèle de détail*			
12	*dont PME*			
13	*dont non-PME*			
14	Autres actifs risqués			
15	**TOTAL APPROCHE IRBA**	**17 425**	**21 420**	**24 604**
16	Administrations centrales et banques centrales	1338	1589	1523
17	Administrations régionales ou locales	2	1	1
18	Entités du secteur public	4	3	3
19	Banques multilatérales de développement	0	0	0
20	Organisations internationales	17	17	13
21	Établissements	7 771	8 020	7 987
22	Entreprises	7 442	6 686	6 251
23	*dont PME*	3 083	*2 648*	*2 384*
24	Clientèle de détail	67 492	64 049	58 900
25	*dont PME*	2 954	*3 183*	*3 141*
26	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	11771	12 302	13 059
27	*dont PME*	0	*0*	*0*
28	Expositions en défaut	4 394	4 540	4 615
32	Expositions sous la forme de parts ou d'actions d'OPC			
33	Actions	382	394	394
34	Autres actifs risqués	5 858	5 231	4 811
35	**TOTAL APPROCHE STANDARD**	**106 470**	**102 832**	**97 557**
36	**TOTAL**	**123 895**	**124 253**	**122 161**

Risque résultant de concentration individuelle

Le risque de concentration individuelle du portefeuille fait l'objet d'une surveillance régulière. Il est évalué sur la base du montant total des engagements au niveau des clients ou des groupes de clients, selon les deux types de surveillance suivants :

Surveillance des grands risques

Le Règlement (UE) n° 575/2013 (article 395) du 26 juin 2013 établit une limite de 25 % des fonds propres de la Banque pour les expositions par groupe de clients (après exemptions et prise en compte des techniques d'atténuation du risque de crédit).

BNP Paribas Personal Finance se situe bien en deçà des seuils de concentration fixés par cette réglementation. Aucun client ou groupe de clients ne voit ses expositions (telles que définies ci-dessus) atteindre 10 % des fonds propres de la Banque.

Surveillance via des politiques sur les risques de concentration individuelle

Les politiques sur les risques de concentration individuelle sont intégrées aux politiques du Groupe sur la concentration. Leur vocation est de permettre l'identification et la surveillance rapprochée de chaque groupe d'activités présentant une concentration excessive des risques, afin d'anticiper et de gérer les risques de concentration individuelle par rapport au Risk Appetite Statement du Groupe.

Classification : Internal

Diversification géographique

Le risque « pays » se définit comme la somme des risques portés sur les débiteurs opérant dans le pays considéré. Il se distingue du risque souverain qui est celui de la puissance publique et de ses démembrements ; il traduit l'exposition de la Banque à un environnement économique et politique homogène qui fait partie de l'appréciation de la qualité de la contrepartie.

Les expositions du Groupe se situent majoritairement en Europe qui représente 94% du total des expositions du Groupe.

VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE DE RISQUE DE CRÉDIT (EU CRB-C)

Expositions *En millions d'euros*	31 décembre 2022						
				Europe (*)	Asie Pacifique	Reste du Monde	TOTAL
	Total Europe	France	Italie	Autres pays d'Europe	Total Asie Pacifique	Total Reste du monde	
Administrations centrales et banques centrales	**0**						**0**
Établissements	**0**						**0**
Entreprises	**0**	0	0	0	**0**	**0**	**0**
Clientèle de détail	**17 423**	17 415	0	8	**0**	**2**	**17 425**
Autres actifs risqués	**0**						**0**
TOTAL APPROCHE IRBA	**17 423**	**17 415**	**0**	**8**	**0**	**2**	**17 425**
Administrations centrales et banques centrales	**1 171**	140	531	500	**37**	**130**	**1 338**
Administrations régionales ou locales	**2**	1	0	0	**0**	**0**	**2**
Entités du secteur public	**4**	1	3	0	**0**	**0**	**4**
Banques multilatérales de développement	**0**						**0**
Organisations internationales	**17**	9	6	2	**0**	**0**	**17**
Établissements	**7 296**	3 192	2 233	1 870	**156**	**319**	**7 771**
Entreprises	**7 202**	2 511	555	4 136	**13**	**227**	**7 442**
Clientèle de détail	**61 143**	7 105	23 528	30 510	**1 640**	**4 710**	**67 492**
Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	**11 660**	3 509	6	8 145	**23**	**87**	**11 771**
Expositions en défaut	**4 014**	1 027	1 005	1 982	**1**	**379**	**4 394**
Expositions sous la forme de parts ou d'actions d'OPC	**0**						**0**
Actions	**367**	198	0	169	**10**	**5**	**382**
Autres actifs risqués	**5 764**	1 590	275	3 899	**7**	**87**	**5 858**
TOTAL APPROCHE STANDARD	**98 639**	**19 283**	**28 143**	**51 213**	**1 887**	**5 944**	**106 470**
TOTAL	**116 063**	**36 698**	**28 143**	**51 221**	**1 887**	**5 946**	**123 895**

(*) sur le périmètre de l'Union européenne, de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et du Royaume-Uni.

Classification : Internal

BNP PARIBAS
PERSONAL FINANCE

Expositions *En millions d'euros*	31 décembre 2021						
				Europe (*)	Asie Pacifique	Reste du Monde	TOTAL
	Total Europe	France	Italie	Autres pays d'Europe	Total Asie Pacifique	Total Reste du monde	
Administrations centrales et banques centrales	**0**						**0**
Établissements	**0**						**0**
Entreprises	**0**	0	0	0	**0**	**0**	**0**
Clientèle de détail	**24 602**	15 707	0	8 895	**0**	**1**	**24 604**
Autres actifs risqués	**0**						**0**
TOTAL APPROCHE IRBA	**24 602**	**15 707**	**0**	**8 895**	**0**	**1**	**24 604**
Administrations centrales et banques centrales	**1 409**	204	548	658	**40**	**74**	**1 523**
Administrations régionales ou locales	**1**	1	0	0	**0**	**0**	**1**
Entités du secteur public	**3**	0	3	0	**0**	**0**	**3**
Banques multilatérales de développement	**0**						**0**
Organisations internationales	**13**	7	5	2	**0**	**0**	**13**
Établissements	**7 577**	3 828	1 603	2 146	**174**	**236**	**7 987**
Entreprises	**6 165**	2 354	657	3 154	**21**	**66**	**6 251**
Clientèle de détail	**52 898**	7 368	23 324	22 207	**1 545**	**4 456**	**58 900**
Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	**12 936**	4 050	8	8 878	**24**	**98**	**13 059**
Expositions en défaut	**4 149**	1 078	1 117	1 954	**1**	**464**	**4 615**
Expositions sous la forme de parts ou d'actions d'OPC	**0**						**0**
Actions	**383**	208	0	175	**11**	**0**	**394**
Autres actifs risqués	**4 711**	1 605	242	2 864	**7**	**93**	**4 811**
TOTAL APPROCHE STANDARD	**90 246**	**20 702**	**27 506**	**42 038**	**1 823**	**5 488**	**97 557**
TOTAL	**114 848**	**36 409**	**27 506**	**50 933**	**1 823**	**5 490**	**122 161**

(*) sur le périmètre de l'Union européenne, de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et du Royaume-Uni.

Classification : Internal

ACTIFS PONDERES

VARIATION DES ACTIFS PONDÉRÉS DU RISQUE DE CRÉDIT PAR TYPE D'EFFETS (EU CR8)

	a			
	Actifs pondérés		Exigences de fonds propres	
En millions d'euros	Total	*approche IRBA*	Total	*approche IRBA*
1 31 décembre 2021	**55 084**	**10 787**	**4 407**	**863**
2 Volume des actifs	1 537	409	123	33
3 Qualité des actifs	(107)	(107)	(9)	(9)
4 Mise à jour des modèles	-	(4 315)	-	(345)
5 Méthodologie et règlementation	-	-	-	-
6 Acquisitions et cessions	-	-	-	-
7 Variation des taux de change	-	-	-	-
8 Autres	1 077	440	86	35
9 31 décembre 2022	**57 590**	**7 213**	**4 607**	**577**

Le montant total des actifs pondérés du risque de crédit au 31 décembre 2022 s'élève à 57,8 milliards d'euros contre 55,1 milliards d'euros au 31 décembre 2021. Les actifs pondérés du risque de crédit sont en hausse de + 2,5 milliards d'euros sur l'année 2022 du fait des principaux éléments suivants :

- effet volume des actifs : impact lié à la variation des expositions au risque (EAD) ;
- effet qualité des actifs : impact lié à la variation des paramètres de risque (probabilité de défaut, perte en cas de défaut pour l'approche fondée sur les notations internes, taux de pondération pour l'approche standard, etc.) ;
- effet mise à jour des modèles : impact lié à l'application de la méthode standard sur les expositions précédemment pondérées selon la méthode interne, avec add-on au standard, en Espagne. Impact neutralisé au niveau total ;
- effet méthodologie et règlementation : impact lié aux changements méthodologiques ayant un impact dans le calcul des actifs pondérés ;
- effet acquisition et cession : impact lié aux changements dans le périmètre de consolidation ;
- effet variation des taux de change : impact lié à la variation des cours de change sur les expositions ;
- effet autres : impact lié aux programmes de titrisation efficaces et autres applications d'atténuation du risque de crédit.

RISQUE DE CREDIT : APPROCHE STANDARD

Au 31 décembre 2022, les encours traités en méthode standard représentent 86% du montant total des expositions brutes du risque de crédit du Groupe. Cette part d'encours traités en méthode standard est en augmentation de 6% par rapport au 31 décembre 2021 faisant suite au changement de méthode appliquée pour le calcul du risque de crédit en Espagne.

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CREDIT EN APPROCHE STANDARD PAR CLASSE D'EXPOSITION STANDARD (CR4)

	a	b	c	d	e	f
	31 décembre 2022					
CLASSES D'EXPOSITION	Expositions avant CCF (*) et avant CRM (**)		Expositions après CCF et après CRM		Actifs pondérés et densité	
	Expositions au bilan	Expositions hors bilan	Expositions au bilan	Expositions hors bilan	Actifs pondérés	Densité des Actifs pondérés
1 Gouvernements centraux ou Banques centrales	1 332	6	2 691	1	1 415	53%
2 Gouvernements régionaux ou autorités locales	2	-	2	-	1	46%
3 Entités du secteur public	4	-	4	-	3	82%
5 Organisations internationales	17	-	17	-	-	
6 Institutions	7 756	1	8 320	1	749	9%
7 Corporates	4 823	2 598	5 137	381	4 486	81%
8 Retail	47 693	18 802	47 181	956	35 090	73%
9 Expositions garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers	11 601	77	9 551	62	3 500	36%
10 Expositions en défaut	2 119	145	2 074	77	2 276	106%
15 Actions en capital	382	-	382	-	954	250%
16 Autres éléments	5 838	20	5 838	20	3 891	66%
17 TOTAL	**81 566**	**21 650**	**81 198**	**1 498**	**52 364**	**63%**

Classification : Internal

		a	b	c	d	e	f
		31 décembre 2021					
	CLASSES D'EXPOSITION	Expositions avant CCF et avant CRM		Expositions après CCF et après CRM		Actifs pondérés et densité	
		Expositions au bilan	Expositions hors bilan	Expositions au bilan	Expositions hors bilan	Actifs pondérés	Densité des Actifs pondérés
1	Gouvernements centraux ou Banques centrales	1 518	5	3 118	1	1 281	41%
2	Gouvernements régionaux ou autorités locales	1	-	1	-	1	47%
3	Entités du secteur public	3	-	3	-	3	97%
5	Organisations internationales	13	-	13	-	-	
6	Institutions	7 963	12	8 664	11	767	9%
7	Corporates	3 602	2 632	3 990	236	3 321	79%
8	Retail	41 341	16 945	40 646	925	30 245	73%
9	Expositions garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers	12 767	139	10 447	97	3 853	37%
10	Expositions en défaut	2 155	160	2 104	86	2 355	108%
15	Actions en capital	394	-	394	-	986	250%
16	Autres éléments	4 794	17	4 794	17	3 337	69%
17	**TOTAL**	**74 552**	**19 909**	**74 176**	**1 372**	**46 149**	**61%**

RISQUE DE CRÉDIT : PARTICIPATIONS EN ACTIONS TRAITÉES SELON LA MÉTHODE DE PONDÉRATION SIMPLE

Les expositions traitées en méthode de pondération simple au 31 décembre 2022 s'élèvent à 31 millions d'euros, contre 21 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Les actions détenues par le Groupe hors portefeuille de négociation sont constituées de titres « conférant des droits résiduels et subordonnés sur les actifs ou le revenu de l'émetteur ou qui représentent une nature économique similaire ». Il s'agit :

- des actions cotées et non cotées et des parts dans des fonds d'investissements ;
- des titres super-subordonnés ;
- des titres de sociétés consolidées par mise en équivalence.

Le périmètre des expositions bénéficiant de la méthode de pondération simple exclut les éléments suivants :

- les participations supérieures à 10 % dans les établissements de crédit ou financier, détenues sous forme d'actifs disponibles à la vente ou consolidés par mise en équivalence font l'objet d'une franchise de déduction de fonds propres en étant pondérés forfaitairement à 250 % (382 millions d'euros d'exposition au 31 décembre 2022) ;
- les garanties de valeur liquidative accordées à des porteurs de parts d'OPCVM sont traitées en approche standard.

Pour le calcul des actifs pondérés, la méthode de pondération simple prévoit les pondérations suivantes :

- 190 % pour les participations détenues à des fins de valorisation à moyen/long terme ;
- 290 % pour les expositions sous forme d'actions cotées incluant majoritairement des participations en lien avec l'activité des métiers de la banque ;
- 370 % pour toutes les autres expositions sous forme d'actions comprenant principalement des entités consolidées par mise en équivalence. En outre, cette pondération est également appliquée à des participations non cotées des portefeuilles non diversifiés.

PARTICIPATIONS EN ACTIONS EN METHODE DE PONDERATION SIMPLE (EU CR10)

	a	b	c	d	e	f
	31 décembre 2022					
En millions d'euros	Exposition au bilan	Exposition hors bilan	Pondération de risque	Valeur exposée au risque	Actifs pondérés	Montant des pertes anticipées
Expositions sur capital-investissement						
Expositions sur actions cotées						
Autres expositions sur actions	31		370%	31	117	1
TOTAL	**31**	**0**		**31**	**117**	**1**

	a	b	c	d	e	f
	31 décembre 2021					
En millions d'euros	Exposition au bilan	Exposition hors bilan	Pondération de risque	Valeur exposée au risque	Actifs pondérés	Montant des pertes anticipées
Expositions sur capital-investissement						
Expositions sur actions cotées						
Autres expositions sur actions	21		370%	21	77	0
TOTAL	**21**	**0**		**21**	**77**	**0**

Classification : Internal

EXPOSITIONS EN DEFAUT, PROVISIONS ET COUT DU RISQUE

Les encours dépréciés (strate 3) d'actifs financiers au coût amorti et d'engagements de financement et de garantie, ainsi que les garanties reçues en couverture de ces actifs, sont présentés dans les états financiers consolidés en note annexe 4.b. Ces données sont fournies au périmètre comptable. La définition des encours dépréciés (strate 3) est présentée dans la note 1.e.4 paragraphe Définition du défaut.

Le tableau suivant (EU CR1) présente la valeur comptable brute ainsi que les dépréciations des actifs financiers performants et non performants consolidés dans le périmètre prudentiel.

La classification utilisée pour les expositions présentées est issue du reporting financier à destination du superviseur [1] et diffère ainsi des classes d'exposition utilisées habituellement dans le cadre du Pilier 3.

Cette classification inclut :

- les banques centrales ;
- les administrations publiques incluant principalement les administrations centrales, les administrations régionales ou locales et les organisations internationales ;
- les établissements de crédit regroupant les établissements de crédit et les banques multilatérales de développement ;
- les autres entreprises financières comprenant des établissements (notamment les sociétés d'investissement supervisées et chambres de compensation) et des entreprises (principalement les fonds d'investissement, fonds de pension et compagnies d'assurance) ;
- les entreprises non financières réunissant principalement les entreprises et les petites et moyennes entreprises (PME) ;
- les ménages.

EXPOSITIONS PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES ET PROVISIONS CORRESPONDANTES (EU CR1)

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	n	o
															31 décembre 2022
		Valeur brute comptable						Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions						Sûretés et garanties financières reçues	
		Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes			Expositions non performantes			Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
En millions d'euros			dont strate 1	dont strate 2		dont strate 1 et strate 2	dont strate 3		dont strate 1	dont strate 2		dont strate 1 et strate 2	dont strate 3		
	Comptes à vue auprès de banques	**3 914**	**3 914**	-	-	-	-	**(0)**	**(0)**	-	-	-	-	**5**	-
005	**centrales et autres dépôts à vue**														
010	**Prêts et créances**	**81 576**	**75 441**	**6 135**	**5 125**	-	**5 125**	**(1 283)**	**(660)**	**(623)**	**(2 493)**	-	**(2 493)**	**24 581**	**984**
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	6	4	2	0	-	0	(0)	(0)	(0)	(0)	-	(0)	-	-
040	Établissements de crédit	3 473	3 473	0	-	-	-	-	-	-	(0)	-	(0)	0	-
050	Autres sociétés financières	55	55	0	-	-	-	(0)	(0)	-	-	-	-	0	-
060	Sociétés non financières	7 857	6 771	1 085	253	-	253	(43)	(14)	(29)	(91)	-	(91)	5 385	141
070	*dont PME*	5 148	4 525	622	195	-	195	(34)	(11)	(23)	(81)	-	(81)	3 146	94
080	Ménages	70 185	65 138	5 048	4 872	-	4 872	(1 240)	(645)	(594)	(2 402)	-	(2 402)	19 195	844
090	**Titres de créances**	**100**	**100**	-	**0**	-	**0**	**(0)**	**(0)**	-	**(0)**	-	**(0)**	-	-
100	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
110	Administrations publiques	60	60	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
120	Établissements de crédit	32	32	-	0	-	0	(0)	(0)	-	(0)	-	(0)	-	-
130	Autres sociétés financières	8	8	-	0	-	0	-	-	-	(0)	-	(0)	-	-
140	Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Actifs destinés à être cédés	6 753	6 287	466	425	-	425	(155)	(88)	(68)	(257)	-	(257)	1 169	24
150	**Expositions hors bilan**	**28 062**	**27 430**	**631**	**198**	-	**198**	**(37)**	**(26)**	**(11)**	**(46)**	-	**(46)**	**30**	-
160	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
170	Administrations publiques	21	21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
180	Établissements de crédit	327	327	-	76	-	76	-	-	-	(43)	-	(43)	-	
190	Autres sociétés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
200	Sociétés non financières	3 090	2 944	146	7	-	7	(5)	(4)	(1)	(0)	-	(0)	12	
210	Ménages	24 623	24 138	486	115	-	115	(33)	(23)	(10)	(3)	-	(3)	18	
220	**TOTAL**	**120 405**	**113 172**	**7 233**	**5 748**	-	**5 748**	**(1 476)**	**(774)**	**(702)**	**(2 797)**	-	**(2 797)**	**25 785**	**1 008**

[1] Annexe III et l'annexe V du Règlement d'exécution (UE) n° 680/2014 relatifs à l'information financière à fournir au superviseur

Classification : Internal

En millions d'euros	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	n	o
	31 décembre 2021													
	Valeur brute comptable						Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la						Sûretés et garanties financières	
	Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes			Expositions non performantes			Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
		dont strate 1	dont strate 2		dont strate 1 et strate 2	dont strate 3		dont strate 1	dont strate 2		dont strate 1 et strate 2	dont strate 3		
005	**Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue**	**4 319**	**4 319**	**-**	**-**	**-**	**-**	**(0)**	**(0)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**4**	**-**
010	**Prêts et créances**	**85 984**	**80 003**	**5 981**	**6 343**	**-**	**6 343**	**(1 469)**	**(880)**	**(589)**	**(3 355)**	**-**	**(3 355)**	**25 916**	**1 059**
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	6	4	2	0	-	0	(0)	(0)	(0)	(0)	-	(0)	-	-
040	Établissements de crédit	3 425	3 425	0	-	-	-	(0)	-	(0)	-	-	-	0	-
050	Autres sociétés financières	147	147	0	-	-	-	(0)	(0)	-	-	-	-	0	-
060	Sociétés non financières	6 716	6 022	693	246	-	246	(33)	(13)	(20)	(108)	-	(108)	4 720	113
070	*dont PME*	4 556	4 233	323	188	-	188	(23)	(10)	(13)	(98)	-	(98)	2 955	66
080	Ménages	75 690	70 405	5 285	6 097	-	6 097	(1 436)	(867)	(569)	(3 247)	-	(3 247)	21 196	946
090	**Titres de créances**	**300**	**300**	**-**	**0**	**-**	**0**	**(0)**	**(0)**	**-**	**(0)**	**-**	**(0)**	**-**	**-**
100	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
110	Administrations publiques	4	4	-	-	-	-	(0)	(0)	-	-	-	-	-	-
120	Établissements de crédit	292	292	-	0	-	0	(0)	(0)	-	-	-	-	-	-
130	Autres sociétés financières	3	3	-	0	-	0	-	-	-	(0)	-	(0)	-	-
140	Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
150	**Expositions hors bilan**	**28 322**	**27 727**	**595**	**233**	**5**	**228**	**(49)**	**(35)**	**(14)**	**(58)**	**(0)**	**(58)**	**5**	**-**
160	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
170	Administrations publiques	16	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
180	Établissements de crédit	358	358	-	86	-	86	(0)	(0)	-	(53)	-	(53)	-	
190	Autres sociétés financières	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
200	Sociétés non financières	3 388	3 155	233	26	-	26	(5)	(3)	(2)	(0)	-	(0)	5	
210	Ménages	24 559	24 197	362	121	5	116	(45)	(32)	(13)	(5)	(0)	(5)	-	
220	**TOTAL**	**118 924**	**112 348**	**6 576**	**6 577**	**5**	**6 572**	**(1 519)**	**(915)**	**(604)**	**(3 413)**	**(0)**	**(3 413)**	**25 926**	**1 059**

Le ratio des prêts non performants du Groupe est de 5,66 % au 31 décembre 2022 contre 6,56% au 31 décembre 2021. Ce ratio est utilisé par l'Autorité bancaire européenne dans le cadre du suivi des encours non performants en Europe. Il est calculé sur la base des encours bruts de prêts et créances sans prise en compte des garanties reçues.

ÉCHÉANCEMENT DES ENCOURS PERFORMANTS ET NON PERFORMANTS PRESENTANT DES IMPAYÉS (EU CQ3)

En millions d'euros	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
	31 décembre 2022											
	Expositions performantes			Expositions non performantes								
		Non en souffrance ou ≤ 30 jours	> 30 jours ≤ 90 jours		Paiement improbable mais non en souffrance ou ≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1 an	> 1 an ≤ 2 ans	> 2 ans ≤ 5 ans	> 5 ans ≤ 7 ans	> 7 ans	dont en défaut
005	**Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue**	**3 914**	**3 914**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
010	**Prêts et créances**	**81 576**	**81 220**	**356**	**5 125**	**1 542**	**558**	**545**	**420**	**1 545**	**166**	**350**	**5 125**
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	6	6	-	0	0	-	-	-	-	-	-	0
040	Établissements de crédit	3 473	3 473	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
050	Autres sociétés financières	55	55	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
060	Sociétés non financières	7 857	7 840	17	253	125	23	19	6	65	4	11	253
070	*dont PME*	5 148	5 132	16	195	84	18	11	5	61	4	11	195
080	Ménages	70 185	69 847	339	4 872	1 417	535	525	415	1 479	162	339	4 872
090	**Titres de créances**	**100**	**100**	**-**	**0**	**0**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**0**
100	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
110	Administrations publiques	60	60	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
120	Établissements de crédit	32	32	-	0	0	-	-	-	-	-	-	0
130	Autres sociétés financières	8	8	-	0	0	-	-	-	-	-	-	0
140	Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Actifs destinés à être cédés	**6 753**	**6 717**	**36**	**425**	**151**	**74**	**73**	**58**	**34**	**18**	**17**	**425**
150	**Expositions hors bilan**	**28 062**			**198**								**198**
160	Banques centrales	-			-								-
170	Administrations publiques	21			-								-
180	Établissements de crédit	327			76								76
190	Autres sociétés financières	-			-								-
200	Sociétés non financières	3 090			7								7
210	Ménages	24 623			115								115
220	**TOTAL**	**120 405**	**91 951**	**392**	**5 748**	**1 693**	**632**	**617**	**478**	**1 579**	**184**	**367**	**5 748**

VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DES EXPOSITIONS ET DES PROVISIONS (EU CQ4)

Classification : Internal

BNP PARIBAS
PERSONAL FINANCE

		a	b	c	d	e	f	g
		31 décembre 2022						
		Valeur comptable : montant nominal brut				Dépréciation cumulée	Provisions relatives aux engagement hors bilan et aux garanties financieres données	Ajustements négatifs cumulés de la juste valeur résultat du risque de crédit sur les expositions non performantes
			Dont non performants		Dont instruments dépréciés			
	En millions d'euros			Dont défaut				
010	**Expositions au bilan**	**93 979**	**5 550**	**5 550**	**93 553**	**(4 188)**	**(3 776)**	**(0)**
	dont expositions au bilan des activités poursuivies	**86 801**	**5 125**	**5 125**	**86 800**	**(3 776)**	**(3 776)**	**(0)**
	Europe(*)	**79 940**	**4 739**	**4 739**	**79 939**	**(3 405)**		**(0)**
	France	25 456	1 981	1 981	25 456	(1 313)		-
	Espagne	14 198	1 000	1 000	14 198	(621)		-
	Portugal	2 451	109	109	2 451	(113)		-
	Italie	21 817	979	979	21 817	(981)		(0)
	Royaume-Uni	4 238	156	156	4 238	(35)		-
	Allemagne	4 159	76	76	4 159	(37)		-
	Pays-Bas	4 244	22	22	4 244	(12)		-
	Autres pays d'Europe	3 376	415	415	3 376	(294)		-
	Amérique du Nord	**3 061**	**105**	**105**	**3 061**	**(80)**		**-**
	Asie Pacifique	**1 850**	**2**	**2**	**1 850**	**(39)**		**-**
	Chine	1 797	0	0	1 797	(37)		-
	Asie du Nord	19	1	1	19	(0)		-
	Asie du Sud-Est (ASEAN)	25	1	1	25	(1)		-
	Péninsule indienne et Pacifique	9	0	0	9	(0)		-
070	**Reste du Monde**	**1 950**	**280**	**280**	**1 950**	**(252)**		**-**
	Turquie	0	0	0	0	(0)		-
	Brésil	0	0	0	0	(0)		-
	Pays du Golfe - Afrique	1 852	268	268	1 852	(245)		-
	Amérique latine	95	9	9	95	(5)		-
	Autres pays	3	2	2	3	(2)		-
	dont expositions au bilan des activités destinées à	**7 178**	**425**	**425**	**6 753**	**(412)**		
080	**Expositions hors bilan**	**28 260**	**198**	**198**	**28 260**		**(84)**	
	Europe(*)	**27 058**	**184**	**184**	**27 058**		**(76)**	
	France	8 869	12	12	8 869		(55)	
	Espagne	3 918	15	15	3 918		(9)	
	Portugal	948	1	1	948		(1)	
	Italie	4 632	68	68	4 632		(9)	
	Royaume-Uni	6 599	66	66	6 599		(0)	
	Allemagne	463	-	-	463		(1)	
	Pays-Bas	207	-	-	207		(0)	
	Autres pays d'Europe	1 422	22	22	1 422		(2)	
	Amérique du Nord	**190**	**0**	**0**	**190**		**(0)**	
	Asie Pacifique	**1**	**0**	**0**	**1**		**-**	
	Chine	-	-	-	-		-	
	Asie du Nord	1	-	-	1		-	
	Asie du Sud-Est (ASEAN)	1	0	0	1		-	
	Péninsule indienne et Pacifique	0	-	-	0		-	
140	**Reste du Monde**	**1 010**	**14**	**14**	**1 010**		**(7)**	
	Turquie	2	-	-	2		-	
	Brésil	215	0	0	215		-	
	Pays du Golfe - Afrique	758	13	13	758		(7)	
	Amérique latine	16	0	0	16		-	
	Autres pays	18	-	-	18		-	
150	**TOTAL**	**122 239**	**5 748**	**5 748**	**121 812**	**- 4 188**	**- 3 860**	**- 0**

(*) Sur le périmètre de l'Union européenne, de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et du Royaume-Uni.

Classification : Internal

En millions d'euros		a	b	c	d	e	f	g
		31 décembre 2021						
		Valeur comptable : montant nominal brut				Dépréciation cumulée	Provisions relatives aux engagement hors bilan et aux garanties financières données	Ajustements négatifs cumulés de la juste valeur résultat du risque de crédit sur les expositions non performantes
			Dont non performants		Dont instruments dépréciés			
				Dont défaut				
010	**dont expositions au bilan des activités poursuivies**							
	Europe[(*)]	**86 887**	**5 895**	**5 895**	**86 882**	**(4 372)**		**-**
	France	27 491	2 400	2 400	27 491	(1 705)	-	-
	Espagne	13 827	1 207	1 207	13 822	(740)	-	-
	Portugal	2 407	129	129	2 407	(111)	-	-
	Italie	22 564	1 117	1 117	22 564	(1 090)	-	-
	Royaume-Uni	7 644	380	380	7 644	(293)	-	-
	Allemagne	4 181	84	84	4 181	(33)	-	-
	Pays-Bas	4 559	26	26	4 559	(14)	-	-
	Autres pays d'Europe	4 215	552	552	4 215	(385)	-	-
	Amérique du Nord	**1 413**	**24**	**24**	**1 413**	**(26)**	**-**	**-**
	Asie Pacifique	**1 775**	**3**	**3**	**1 775**	**(30)**	**-**	**-**
	Chine	1 717	0	0	1 717	(28)	-	
	Asie du Nord	19	1	1	19	(0)		
	Asie du Sud-Est (ASEAN)	27	2	2	27	(1)		
	Péninsule indienne et Pacifique	11	0	0	11	(0)		
070	**Reste du Monde**	**2 556**	**421**	**421**	**2 556**	**(397)**	**-**	**-**
	Turquie	242	6	6	242	(3)		-
	Brésil	1 374	92	92	1 374	(84)	-	-
	Pays du Golfe - Afrique	937	321	321	937	(308)	-	-
	Amérique latine	1	0	0	1	(0)	-	-
	Autres pays	3	2	2	3	(2)	-	-
	dont expositions au bilan des activités destinées à							
080	**Expositions hors bilan**	**28 556**	**233**	**228**			**107**	
	Europe[(*)]	**27 377**	**211**	**210**	**-**	**-**	**(98)**	**-**
	France	8 558	13	13			(64)	
	Espagne	3 931	33	33			(9)	
	Portugal	821	1	1			(1)	
	Italie	5 375	77	77			(12)	
	Royaume-Uni	6 639	58	58			(8)	
	Allemagne	614	-	-			(1)	
	Pays-Bas	121	-	-			(0)	
	Autres pays d'Europe	1 318	28	28	-	-	(3)	-
	Amérique du Nord	**0**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
	Asie Pacifique	**1**	**-**	**-**	**-**	**-**	**(0)**	**-**
	Chine	0	-	-			-	
	Asie du Nord	0	-	-	-	-	-	-
	Asie du Sud-Est (ASEAN)	1	-	-	-	-	(0)	-
	Péninsule indienne et Pacifique	0	-	-	-	-	-	-
140	**Reste du Monde**	**1 177**	**23**	**18**	**-**	**-**	**(10)**	**-**
	Turquie	3	-	-			(0)	
	Brésil	416	6	1			(2)	
	Pays du Golfe - Afrique	741	17	17	-	-	(8)	-
	Amérique latine	3	-	-	-	-	-	-
	Autres pays	14	-	-	-	-	-	-
150	**TOTAL**							

(*) Sur le périmètre de l'Union européenne, de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et du Royaume-Uni.

Conformément au règlement d'exécution (UE) n° 2021/637, le tableau (EU CQ5) ci-après présente la ventilation des prêts et créances sur le périmètre des sociétés non financières. Il n'intègre pas les autres expositions sur le périmètre des sociétés financières, à savoir les titres de dettes, les actifs destinés à être cédés et les engagements d'hors-bilan. Il ne tient pas compte de l'ensemble des expositions sur les administrations centrales et banques centrales, les établissements de crédit et les ménages.

Classification : Internal

EXPOSITIONS SUR SOCIETES NON FINANCIERES PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES PAR ACTIVITE (EU CQ5)

	a	b	e	f
	31 décembre 2022			
En millions d'euros	Valeur comptable brute	Dont en défaut	Dépréciation cumulée	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
010 Agriculture, sylviculture et pêche	94	1	(1)	-
020 Industries extractives	0	-	(0)	-
030 Industrie manufacturière	480	46	(37)	-
040 Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	2	0	(0)	-
050 Production et distribution d'eau	21	0	(1)	-
060 Construction	88	4	(4)	-
070 Commerce	6 332	157	(66)	-
080 Transport et stockage	178	5	(4)	-
090 Hébergement et restauration	56	1	(1)	-
100 Information et communication	68	0	(1)	-
110 Activités financières et d'assurance	301	0	(0)	-
120 Activités immobilières	166	25	(6)	-
130 Activités spécialisées, scientifiques et techniques	75	3	(3)	-
140 Activités de services administratifs et de soutien	40	6	(6)	-
150 Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	-	-	-	-
160 Enseignement	5	0	(0)	-
170 Santé humaine et action sociale	5	0	(0)	-
180 Arts, spectacles et activités récréatives	9	0	(0)	-
190 Autres services	190	5	(3)	-
200 TOTAL	8 110	253	(134)	-

	a	b	e	f
	31 décembre 2021			
En millions d'euros	Valeur comptable brute	Dont en défaut	Dépréciation cumulée	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
010 Agriculture, sylviculture et pêche	5	1	(1)	-
020 Industries extractives	0	0	(0)	-
030 Industrie manufacturière	604	52	(36)	-
040 Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	1	0	(0)	-
050 Production et distribution d'eau	11	0	(0)	-
060 Construction	73	3	(3)	-
070 Commerce	5 650	142	(68)	-
080 Transport et stockage	125	3	(3)	-
090 Hébergement et restauration	39	4	(8)	-
100 Information et communication	48	1	(1)	-
110 Activités financières et d'assurance	8	2	(2)	-
120 Activités immobilières	169	25	(9)	-
130 Activités spécialisées, scientifiques et techniques	70	5	(5)	-
140 Activités de services administratifs et de soutien	36	3	(2)	-
150 Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	0	-	-	-
160 Enseignement	3	0	(0)	-
170 Santé humaine et action sociale	6	0	(0)	-
180 Arts, spectacles et activités récréatives	5	0	(0)	-
190 Autres services	106	4	(3)	-
200 TOTAL	6 962	246	(141)	-

VARIATION DU STOCK DE PRETS ET AVANCES NON PERFORMANTS ET RECOUVREMENTS NETS CUMULES LIES -SYNTHESE (EU CR2)

Valeur brute En millions d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Encours dépréciés (Strate 3) en début de période	**6 343**	**6 551**
Passage en strate 3	3 206	3 855
Retour en strate 1 ou strate 2	(940)	(1 353)
Passage en pertes	(662)	(580)
Autres variations	(2 822)	(2 129)
Encours dépréciés (Strate 3) en fin de période	**5 125**	**6 343**

Classification : Internal

VARIATION DU STOCK DE PRETS ET AVANCES NON PERFORMANTS ET RECOUVREMENTS NETS CUMULES LIES – DETAIL (EU CR2-A)

En millions d'euros		31/12/2022	
		Valeur comptable brute	Recouvrements nets cumulés liés
010	**Stock initial de prêts et avances non performants**	**6 343**	
020	Entrées dans les portefeuilles non performants	3 206	
030	Sorties hors des portefeuilles non performants	(4 425)	
040	Sortie vers le portefeuille performant	(940)	
050	Sortie due à un remboursement de prêt, partiel ou total	(942)	
060	Sortie due à des liquidations de sûretés	(22)	21
070	Sortie due à la prise de possession de sûretés	(83)	64
080	Sortie due à la vente d'instruments	(1 300)	262
090	Sortie due à des transferts de risque	-	-
100	Sorties dues à des sorties de bilan	(662)	
110	Sorties dues à d'autres situations	(37)	
120	Sortie due à un reclassement en «détenu en vue de la vente»	(439)	
130	**Stock final de prêts et avances non performants**	**5 125**	

En millions d'euros		31/12/2021	
		Valeur comptable brute	Recouvrements nets cumulés liés
010	**Stock initial de prêts et avances non performants**	**6 551**	
020	Entrées dans les portefeuilles non performants	3 855	
030	Sorties hors des portefeuilles non performants	(4 063)	
040	Sortie vers le portefeuille performant	(1 353)	
050	Sortie due à un remboursement de prêt, partiel ou total	(1 011)	
060	Sortie due à des liquidations de sûretés	(41)	36
070	Sortie due à la prise de possession de sûretés	(46)	32
080	Sortie due à la vente d'instruments	(1 011)	159
090	Sortie due à des transferts de risque	-	-
100	Sorties dues à des sorties de bilan	(580)	
110	Sorties dues à d'autres situations	(20)	
120	Sortie due à un reclassement en «détenu en vue de la vente»	(0)	
130	**Stock final de prêts et avances non performants**	**6 343**	

Classification : Internal

BNP PARIBAS
PERSONAL FINANCE

CREANCES RESTRUCTUREES

Lorsqu'un emprunteur rencontre ou est sur le point de rencontrer des difficultés financières, il peut bénéficier de la part de la banque, d'une concession qui n'aurait pas été accordée si le débiteur ne faisait pas face à des difficultés financières. Cette concession peut consister en :

- une modification des termes et conditions du contrat ;
- un refinancement partiel ou total de la dette.

Dès lors, cet encours est dit « restructuré ». Un encours ayant fait l'objet d'une restructuration doit conserver le statut « restructuré » pendant une période d'observation, dite période probatoire, minimale de 2 ans. La notion de restructuration fait l'objet d'une description dans les principes comptables (note annexe 1.e.4 aux états financiers consolidés) et est alignée avec la définition préconisée en annexe V du Règlement (UE) n° 680/2014.

En conformité avec la réglementation, les expositions restructurées pour la clientèle de détail sont identifiées par un processus systématique nécessitant la mise en œuvre d'algorithmes dont les paramètres sont validés par les fonctions RISK et Finance. Les éléments sur les encours restructurés sont rapportés trimestriellement au superviseur. Le tableau ci-après présente la valeur comptable brute et les dépréciations afférentes des encours performants et non-performants ayant fait l'objet d'une restructuration.

QUALITÉ DE CRÉDIT DES CRÉANCES RESTRUCTURÉES (EU CQ1)

	a	b	c	e	f	g	h
							31 décembre 2022
	Valeur comptable brute			Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues	
	Expositions performantes	Expositions non performantes	dont en défaut	Expositions performantes	Expositions non performantes		dont sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions non performantes
En millions d'euros							
Prêts et créances	**1 045**	**2 419**	**2 419**	**(111)**	**(916)**	**648**	**337**
Administrations publiques	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Autres sociétés financières	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	8	37	37	(0)	(8)	17	17
Ménages	1 037	2 381	2 381	(111)	(908)	630	320
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-
Actifs destinés à être cédés	**72**	**190**	**190**	**(5)**	**(91)**	**6**	**3**
Expositions hors-bilan	**7**	**6**	**6**	**(1)**	**(0)**	**-**	**-**
TOTAL	**1 053**	**2 425**	**2 425**	**(112)**	**(917)**	**648**	**337**

	a	b	c	e	f	g	h
							31 décembre 2021
	Valeur comptable brute			Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues	
	Expositions performantes	Expositions non performantes	dont en défaut	Expositions performantes	Expositions non performantes		dont sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions non performantes
En millions d'euros							
Prêts et créances	**1 673**	**3 012**	**3 012**	**(148)**	**(1 243)**	**729**	**328**
Administrations publiques	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Autres sociétés financières	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	17	43	43	(1)	(15)	18	18
Ménages	1 656	2 969	2 969	(148)	(1 228)	711	310
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-
Actifs destinés à être cédés							
Expositions hors bilan	**20**	**12**	**7**	**(1)**	**(1)**	**-**	**-**
TOTAL	**1 693**	**3 025**	**3 020**	**(149)**	**(1 243)**	**729**	**328**

QUALITÉ DE LA RENEGOCIATION (EU CQ2)

	31 décembre 2022 Valeur comptable brute des expositions renégociées
Prêts et avances renégociés plus de deux fois	544
Prêts et avances renégociés non performants qui n'ont pas satisfait aux critères pour sortir de la catégorie «non performante»	888

	31 décembre 2021 Valeur comptable brute des expositions renégociées
Prêts et avances renégociés plus de deux fois	598
Prêts et avances renégociés non performants qui n'ont pas satisfait aux critères pour sortir de la catégorie «non performante»	803

Classification : Internal

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

VALEUR DES SURETES - (EU CQ6)

En millions d'euros	31 décembre 2022											
	Prêts et avances											
	Performants			Non performants								
							En souffrance > 90 jours					
			Dont en souffrance > 30 jours ≤ 90 jours		Paiement improbable mais pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours		Dont en souffrance > 90 jours ≤ 180 jours	Dont: en souffrance > 180 jours ≤ 1 an	Dont: en souffrance > 1 an ≤ 2 ans	Dont: en souffrance > 2 ans ≤ 5 ans	Dont: en souffrance > 5 ans ≤ 7 ans	Dont: en souffrance > 7 ans
Valeur comptable brute	86 701	81 576	356	5 125	1 542	3 583	558	545	420	1 545	166	350
Dont garantie	30 258	28 810	78	1 448	516	932	132	128	80	286	62	243
Dont garantie par un bien immobilier	12 377	11 388	38	1 257	405	852	111	116	76	254	61	234
Dont instruments avec un ratio prêt-valeur supérieur à 60 % et inférieur ou égal à 80 %	3 522	3 390		132	47	85						
Dont instruments avec un ratio prêt-valeur supérieur à 80 % et inférieur ou égal à 100 %	1 697	1 559		138	50	88						
Dont instruments avec un ratio prêt-valeur supérieur à 100 %	1 543	997		546	148	398						
Dépréciations cumulées pour actifs garantis	-628	-204	-8	-424	-40	-384	-30	-36	-21	-123	-25	-150
Sûretés												
Dont valeur plafonnée à la valeur de l'exposition	22 234	21 302	58	933	453	494	96	80	55	154	37	72
Dont biens immobiliers	10 514	9 809	35	705	258	447	66	67	52	152	37	72
Dont valeur au-dessus du plafond	16 961	16 295	63	666	211	440						
Dont biens immobiliers	16 843	16 192	63	651	211	440						
Garanties financières reçues	3 330	3 279	5	51	17	35	1	2	2	15	3	11
Sorties partielles du bilan cumulées	-236	-86	0	-150	-107	-43	-9	-3	-3	-27	0	0

En millions d'euros	31 décembre 2021											
	Prêts et avances											
	Performants			Non performants								
							En souffrance > 90 jours					
			Dont en souffrance > 30 jours ≤ 90 jours		Paiement improbable mais pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours		Dont en souffrance > 90 jours ≤ 180 jours	Dont: en souffrance > 180 jours ≤ 1 an	Dont: en souffrance > 1 an ≤ 2 ans	Dont: en souffrance > 2 ans ≤ 5 ans	Dont: en souffrance > 5 ans ≤ 7 ans	Dont: en souffrance > 7 ans
Valeur comptable brute	92 327	85 984	327	6 343	1 954	4 390	549	486	621	1 996	197	540
Dont garantie	33 094	31 320	94	1 775	639	1 136	155	106	114	336	98	328
Dont garantie par un bien immobilier	13 489	12 391	39	1 601	539	1 063	140	101	107	303	97	316
Dont instruments avec un ratio prêt-valeur supérieur à 60 % et inférieur ou égal à 80 %	4 219	4 063		156	72	83						
Dont instruments avec un ratio prêt-valeur supérieur à 80 % et inférieur ou égal à 100 %	2 044	1 888		155	64	91						
Dont instruments avec un ratio prêt-valeur supérieur à 100 %	1 828	1 231		598	162	436						
Dépréciations cumulées pour actifs garantis	-1 000	-357	-15	-643	-85	-558	-46	-63	-54	-149	-57	-190
Sûretés												
Dont valeur plafonnée à la valeur de l'exposition	23 122	22 144	61	977	500	477	72	39	51	162	40	113
Dont biens immobiliers	11 151	10 391	35	760	317	442	47	35	48	159	40	113
Dont valeur au-dessus du plafond	16 477	15 708	45	769	313	456						
Dont biens immobiliers	16 477	15 708	45	769	313	456						
Garanties financières reçues	3 854	3 772	11	81	30	51	3	6	12	17	6	6
Sorties partielles du bilan cumulées	-282	-136	0	-146	-89	-57	-11	-3	-2	-40	0	0

SÛRETÉS OBTENUES PAR PRISE DE POSSESSION ET EXÉCUTION - (EU CQ7)

		a	b	a	b
		31 décembre 2022		31 décembre 2021	
		Sûretés obtenues par prise de possession(*)		Sûretés obtenues par prise de possession(*)	
En millions d'euros		Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées	Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées
010	Immobilisations corporelles (PP&E)	0	0	0	0
020	Autre que PP&E	157	-28	181	-45
030	*Biens immobiliers résidentiels*	157	-28	181	-45
040	*Biens immobiliers commerciaux*	0	0	0	0
050	*Biens meubles (automobiles, navires, etc.)*	0	0	0	0
060	*Actions et titres de créance*	0	0	0	0
070	*Autres sûretés*	0	0	0	0
080	**Total**	**157**	**(28)**	**181**	**(45)**

(*) Les montants des actifs destinés à être cédés sont inclus dans les montants des sûretés présentées dans le tableau ci-dessus.

Les sûretés obtenues par prise de possession comprennent les actifs qui ont été obtenus en contrepartie de l'annulation de la créance, que ce soit sur une base volontaire ou dans le cadre d'une procédure judiciaire.

Classification : Internal

SURETES OBTENUES PAR PRISE DE POSSESSION ET EXECUTION - VENTILATION PAR DATE D'EMISSION - (EU CQ8)

En millions d'euros	31 décembre 2022									
	Réduction du solde de la créance		Total des sûretés obtenues par prise de possession		Saisies ≤ 2 ans		Saisies > 2 ans ≤ 5 ans		Saisies > 5 ans	
	Valeur comptable brute	Variations négatives cumulées	Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées	Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées	Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées	Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées
Sûretés obtenues par prise de possession classées comme PP&E	0	0	0	0						
Sûretés obtenues par prise de possession autres que celles classées comme PP&E	240	-62	157	-28	122	-14	25	-6	10	-8
Biens immobiliers résidentiels	240	-62	157	-28	122	-14	25	-6	10	-8
Biens immobiliers commerciaux										
Biens meubles (automobiles, navires, etc.)										
Actions et titres de créance										
Autres sûretés										
Total	**240**	**-62**	**157**	**-28**	**122**	**-14**	**25**	**-6**	**10**	**-8**

En millions d'euros	31 décembre 2021									
	Réduction du solde de la créance		Total des sûretés obtenues par prise de possession		Saisies ≤ 2 ans		Saisies > 2 ans ≤ 5 ans		Saisies > 5 ans	
	Valeur comptable brute	Variations négatives cumulées	Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées	Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées	Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées	Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées
Sûretés obtenues par prise de possession classées comme PP&E										
Sûretés obtenues par prise de possession autres que celles classées comme PP&E	275	-70	181	-45	85	-5	49	-15	47	-24
Biens immobiliers résidentiels	275	-70	181	-45	85	-5	49	-15	47	-24
Biens immobiliers commerciaux										
Biens meubles (automobiles, navires, etc.)										
Actions et titres de créance										
Autres sûretés										
Total	**275**	**-70**	**181**	**-45**	**85**	**-5**	**49**	**-15**	**47**	**-24**

EXPOSITIONS SUJETTES À MORATOIRES ET GARANTIES PUBLIQUES

En réponse à la crise sanitaire, le Groupe a accordé à ses clients des moratoires qui consistent le plus souvent en des reports d'échéances de quelques mois (voir également le paragraphe Restructuration des actifs financiers en raison de difficultés financières de la note annexe 1.e.4 aux états financiers consolidés). Ces moratoires peuvent se fonder sur le droit national (moratoires dits législatifs) ou se baser sur une initiative d'allègement de paiements convenue ou coordonnée au sein du secteur bancaire (moratoires dits non législatifs).
Au 31 décembre 2022, l'exposition du Groupe sur des prêts sujets à moratoires [1] (y compris moratoires expirés) s'élève à 1,2 milliards d'euros, dont 99,9% sont expirés.
Le montant des moratoires non expirés au 31 décembre 2022 est de 1 million d'euros, contre 23 millions d'euros au 31 décembre 2021.

EXPOSITIONS SUJETTES À MORATOIRE [1] NON EXPIRES (COV1)

En millions d'euros	31 décembre 2022												
	Valeur brute comptable							Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions					
	Expositions performantes				Expositions non performantes			Expositions performantes			Expositions non-performantes		
		dont créances restructurées	dont strate 2		dont créances restructurées	dont paiement improbable mais non en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours		dont créances restructurées	dont strate 2		dont créances restructurées	dont paiement improbable mais non en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours	Valeur brute comptable - entrées en portefeuilles non performants depuis le 31/12/2021
Prêts et créances sujets à moratoires	**1**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**1**	**(0)**	**(0)**		**(0)**	**(0)**	**(0)**	**0**
dont ménages	1	0	0	0	1	1	1	(0)	(0)		(0)	(0)	(0)	0
dont expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier résidentiel	-	-	-	-	-	-	-	-	-					
dont sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-					
dont PME	-	-	-	-	-	-	-	-	-					
dont expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier commercial														

[1] Moratoires qualifiés de « mesure générale COVID-19 » selon les critères définis dans les orientations de l'EBA publiées le 2 avril 2020.

Classification : Internal

En millions d'euros	31 décembre 2021														
	Valeur brute comptable							Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions							
		Expositions performantes			Expositions non performantes				Expositions performantes			Expositions non-performantes			
			dont créances restructurées	dont strate 2		dont créances restructurées	dont paiement improbable mais non en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours			dont créances restructurées	dont strate 2		dont créances restructurées	dont paiement improbable mais non en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours	Valeur brute comptable - entrées en portefeuilles non performants
Prêts et créances sujets à moratoires	**23**	**19**	**2**	**4**	**3**	**3**	**3**	**(3)**	**(3)**			**(1)**	**(1)**	**(1)**	**1**
dont ménages	22	19	2	4	3	3	3	(3)	(2)			(1)	(1)	(1)	1
dont expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier résidentiel	3	3	2	2											
dont sociétés non financières	1	1													
dont PME	1	1													
dont expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier commercial															

EXPOSITIONS SUJETTES À MORATOIRES LÉGISLATIFS ET NON-LÉGISLATIFS PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DU MORATOIRE (COV2)

En millions d'euros	31 décembre 2022								
			Valeur brute comptable						
					Maturité résiduelle du moratoire				
	Nombre de débiteurs		dont moratoires législatifs	dont moratoires expirés	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 6 mois	> 6 mois ≤ 9 mois	> 9 mois ≤ 12 mois	> 12 mois
Prêts et créances pour lesquels un moratoire a été proposé	**116 135**	**1 209**							
Prêts et créances sujets à moratoire	**116 135**	**1 209**	**364**	**1 208**	**1**	**-**			
dont ménages		1 001	248	1 000	1	-			
dont expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier résidentiel		238	124	238	-	-			
dont sociétés non financières		208	116	208	-	-			
dont PME		208	116	208	-	-			
dont expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier commercial		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*			

En millions d'euros	31 décembre 2021								
			Valeur brute comptable						
					Maturité résiduelle du moratoire				
	Nombre de débiteurs		dont moratoires législatifs	dont moratoires expirés	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 6 mois	> 6 mois ≤ 9 mois	> 9 mois ≤ 12 mois	> 12 mois
Prêts et créances pour lesquels un moratoire a été proposé	**265 730**	**1 997**							
Prêts et créances sujets à moratoire	**265 730**	**1 997**	**599**	**1 974**	**20**	**3**			
dont ménages		1 724	515	1 702	19	3			
dont expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier résidentiel		*258*	*137*	*255*	*3*				
dont sociétés non financières		273	84	272	1				
dont PME		*272*	*84*	*272*	*1*				
dont expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier commercial		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*			

Les prêts et créances sujets aux mécanismes de garanties publiques ne représentent pas de montant significatif pour le Groupe.

TECHNIQUES D'ATTENUATION DU RISQUE DE CREDIT

Les techniques d'atténuation du risque de crédit sont distinguées en deux grandes catégories :

- les protections de crédit financées (sûretés réelles) constituées au profit de la Banque garantissent l'exécution à bonne date des engagements financiers d'un débiteur ;
- les protections de crédit non financées (sûretés personnelles) correspondent à l'engagement pris par un tiers de se substituer au débiteur primaire en cas de défaillance de ce dernier. Par extension, les assurances crédit font partie de cette catégorie. Les établissements Crédit Logement, ainsi que les Mutuelles couvrent le risque de défaillance de l'emprunteur pour les crédits immobiliers.

Le montant des garanties et sûretés comptabilisées sur les prêts et créances et les titres de créances du périmètre prudentiel atteint 25.6 milliards d'euros au 31 décembre 2022 contre 27 milliards d'euros au 31 décembre 2021.

Classification : Internal

MONTANT D'ATTÉNUATION DU RISQUE SUR LES PORTEFEUILLES EN APPROCHE STANDARD (EU CR3)

		a	b	c	d	e	f
		31 décembre 2022					
		Valeur comptable nette garantie					
						Dont garantie par des garanties financieres	
En millions d'euros		Valeur brute comptable	Valeur comptable nette non garantie		Dont garantie par des suretes		Dont garantie par des derives de credit
1	Prêts et créances	90 615	65 046	25 569	22 234	3 335	0
2	Titres de créances	100	100	0	0	0	
	Actifs destinés à être cédés						
3	**TOTAL**	**90 715**	**65 146**	**25 569**	**22 234**	**3 335**	-
4	*Dont expositions non performantes*	*5 125*	*4 141*	*984*	*933*	*51*	*0*
EU-5	*Dont en défaut*	*5 125*	*4 141*	*984*	*933*	*51*	*0*

		a	b	c	d	e	f
		31 décembre 2021					
		Valeur comptable nette garantie					
						Dont garantie par des garanties financières	
En millions d'euros		Valeur brute comptable	**Valeur comptable nette non garantie**		Dont garantie par des sûretés		Dont garantie par des dérivés de crédit
1	Prêts et créances	96 646	69 666	26 980	23 122	3 858	
2	Titres de créances	305	305	-	-	-	
	Actifs destinés à être cédés						
3	**TOTAL**	**96 950**	**69 971**	**26 980**	**23 122**	**3 858**	
4	*Dont expositions non performantes*	*6 343*	*5 284*	*1 059*	*977*	*81*	
EU-5	*Dont en défaut*	*6 343*	*5 284*	*1 059*	*977*	*81*	

Les techniques d'atténuation du risque de crédit sont prises en compte conformément à la règlementation. En particulier, leur effet est évalué dans les conditions d'un ralentissement économique. Pour le périmètre traité en approche standard, les protections de crédit non financées sont prises en compte, sous réserve de leur éligibilité, par une pondération bonifiée correspondant à celle du garant, sur la part garantie de l'exposition qui tient compte des asymétries de devise et de maturité. Les protections de crédit financées viennent, quant à elles, en diminution de l'exposition après prise en compte le cas échéant des asymétries de devise et de maturité et d'une décote pour tenir compte de la volatilité de la valeur de marché pour les sûretés financières.

Protections de crédit financées

Les protections de crédit financées se distinguent en deux classes :

- les sûretés de nature financière :

Elles correspondent aux espèces (y compris l'or), aux parts de fonds communs de placement, aux actions (cotées ou non cotées) et aux obligations ;

- les autres sûretés réelles :

Elles sont diverses et peuvent prendre la forme d'hypothèques immobilières ou maritimes, de nantissement de matériels ou stocks, de cession de créances commerciales ou de tout autre droit sur un actif de la contrepartie.

Afin d'être prises en compte, les protections de crédit financées doivent remplir les conditions suivantes :

- leur valeur ne doit pas être fortement corrélée au risque du débiteur (les actions de l'emprunteur ne sont en particulier pas éligibles) ;
- le nantissement doit être documenté ;
- l'actif nanti doit disposer d'un marché secondaire liquide permettant une revente rapide ;
- la Banque doit disposer d'une valeur régulièrement mise à jour de l'actif nanti ;
- la Banque doit avoir obtenu un confort raisonnable sur la possible appropriation puis réalisation de l'actif considéré.

Protections de crédit non financées

Les garants font l'objet d'une analyse de risque de même nature que les débiteurs primaires et se voient attribuer des paramètres de risque selon des méthodologies et des processus similaires.

Classification : Internal

Les garanties peuvent être consenties par la maison mère de la contrepartie ou par d'autres entités telles que des institutions financières. Les couvertures par dérivés de crédit, le recours à des assureurs crédit publics pour le financement export ou à des assureurs crédit privés constituent d'autres exemples de sûretés personnelles.

La prise en compte d'une garantie consiste à déterminer la récupération moyenne à laquelle la Banque peut s'attendre suite à l'appel de la garantie du fait du défaut de l'emprunteur. Elle dépend du montant de la garantie, du risque de défaut simultané de l'emprunteur et du garant (fonction de la probabilité de défaut de l'emprunteur, de celle du garant, et du niveau de corrélation entre le défaut de l'emprunteur et celui du garant – fort s'ils appartiennent au même groupe d'affaires ou au même secteur, faible sinon) et de la force exécutoire de la garantie.

4. TITRISATION EN PORTEFEUILLE BANCAIRE

Les opérations de titrisation du Groupe BNP Paribas Personal Finance sont présentées en note 6.d des *États financiers consoli*dés au 31 décembre 2022.

La titrisation est une opération ou un montage par lequel le risque de crédit associé à une exposition ou à un ensemble d'expositions est subdivisé en tranches, et qui présente les caractéristiques suivantes :

- Les paiements effectués dans le cadre de l'opération ou du montage dépendent de la performance de l'exposition ou de l'ensemble d'expositions d'origine ;
- La subordination des tranches détermine la répartition des pertes pendant la durée du transfert de risque.

Tout engagement pris dans le cadre d'une structure de titrisation (y compris les dérivés et les lignes de liquidité) est considéré comme une position de titrisation.

Transfert de risque des opérations de titrisation pour compte propre

L'exigence en fonds propres des expositions de crédit titrisées et des positions de titrisation dépend du niveau de transfert de risque de l'opération.

Les expositions titrisées dans le cadre d'opérations de titrisation pour compte propre respectant les critères d'éligibilité bâlois, et notamment celui du transfert significatif de risque, sont exclues du calcul du capital au titre du risque de crédit. Seules les parts conservées par l'établissement et les engagements éventuellement octroyés à la structure après titrisation (956 millions d'euros au 31 décembre 2022) font l'objet d'un calcul de besoin en capital et sont repris dans cette catégorie de risque, à l'exception des positions de titrisation anciennement pondérées à 1 250 % faisant désormais l'objet d'une déduction des fonds propres CET1.

Les expositions titrisées dans le cadre d'opérations de titrisation pour compte propre ne respectant pas les critères d'éligibilité bâlois restent quant à elles dans leur portefeuille prudentiel d'origine. Leur besoin en capital est calculé comme si elles n'étaient pas titrisées et est repris dans la partie consacrée au risque de crédit.

5. RISQUE DE LIQUIDITE

BNPP Personal Finance (BNPP PF) est une filiale à 100% détenue par BNP Paribas SA dont l'activité principale est de proposer des prêts à la consommation et immobiliers directement ou via des partenariats.

Le pilier de financement de BNPP PF vient de l'obtention de fonds de BNP Paribas Group (BNP Paribas SA Métropole ou branches) ou de l'ALMT local des filiales de BNP Paribas. Dans certains cas, en raison de contraintes organisationnelles locales, certaines entités ou branches de BNPP PF peuvent avoir accès à des financements via les marchés locaux.

Aussi souvent que possible, les entités BNPP PF recevront des financements parfaitement adossés à l'actif à refinancer. Le soutien de BNP Paribas peut être sollicité dans des conditions normales comme dans des conditions de stress. Ainsi, le risque de liquidité de BNP Paribas Personal Finance est majoritairement transféré à BNP Paribas.

Le risque résiduel est piloté et géré de manière appropriée.

Dans le cadre du Risk Appetite Statement, un indicateur à 1 an et un indicateur à 1 mois sont suivis par le Conseil d'Administration de BNP Paribas Personal Finance qui en valide les limites.

ÉCHEANCIER CONTRACTUEL DU BILAN PRUDENTIEL

L'échéancier du bilan sur le périmètre prudentiel présente les flux de trésorerie selon les dates de paiements contractuelles.

Les titres évalués en valeur de marché par résultat relevant du portefeuille de transaction sont présentés en échéance « non déterminée », la maturité contractuelle du titre ne représentant pas l'horizon de détention par le Groupe.
Les instruments financiers dérivés évalués en valeur de marché par résultat, les instruments financiers dérivés de couverture et les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont également présentés en échéance « non déterminée ».

Dans le tableau suivant, en cas d'option de remboursement anticipé, les conventions appliquées sont ainsi les plus conservatrices :

- si l'option est à la main des deux contreparties, la date de remboursement retenue est la prochaine date contractuelle d'exercice de l'option ;
- si l'option est à la main de la contrepartie, la date de remboursement des actifs retenue est la date de maturité finale alors que celle retenue pour les passifs est la prochaine date contractuelle d'exercice de l'option ;

Classification : Internal

- si l'option est à la main du Groupe, la date de remboursement retenue est la prochaine date contractuelle d'exercice de l'option que ce soit sur les actifs ou les passifs ;
- dans le cas des dettes subordonnées, la date de remboursement retenue est la date de maturité finale.

ECHEANCIER CONTRACTUEL DU BILAN PRUDENTIEL

En Millions d'euros	31 décembre 2022							
	Non déterminé	JJ, et à vue	De JJ (exclu) à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
ACTIF								
Caisse, banques centrales	-	392	-	-	-	-	-	392
Instruments financiers en valeur de marché par résultat	85	-	-	-	-	-	-	85
Portefeuille de titres	16	-	-	-	-	-	-	16
Prêts, créances et opérations de pensions	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	70	-	-	-	-	-	-	70
Instruments financiers dérivés de couverture	1 579	-	-	-	-	-	-	1 579
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres	3	-	-	-	-	-	-	3
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	3	-	-	-	-	-	-	3
Actifs financiers au coût amorti	-	3 773	2 933	4 950	12 508	40 460	21 924	86 549
Prêt et créances sur les établissements de crédit	-	3 379	1 304	420	102	1 498	294	6 998
Prêts et créances sur la clientèle	-	393	1 614	4 447	12 406	38 962	21 630	79 452
Titres de dettes	-	-	15	83	-	-	0	99
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	- 981	-	-	-	-	-	-	- 981
Autres actifs	3 259	613	318	73	296	32	51	4 642
Actifs non courants destinés à être cédés	179	336	478	805	1 917	2 866	454	7 033
TOTAL ACTIF	4 124	5 113	3 729	5 828	14 721	43 358	22 429	99 302
PASSIF								
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers en valeur de marché par résultat	70	-	-	-	-	-	-	70
Portefeuille de titres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et opérations de pensions	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	70	-	-	-	-	-	-	70
Instruments financiers dérivés de couverture	343	-	-	-	-	-	-	343
Passifs financiers au coût amorti	-	3 396	3 656	9 350	17 618	40 461	6 407	80 887
Dettes envers les établissement de crédit	-	73	3 057	9 178	16 088	36 007	3 970	68 374
Dettes envers la clientèle	-	3 318	445	-	-	171	147	4 081
Dettes représentées par un titre	-	5	154	166	1 527	3 832	1 126	6 810
Dettes subordonnées	-	-	0	5	3	450	1 165	1 623
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	- 8	-	-	-	-	-	-	- 8
Autres passifs	1 461	261	582	209	341	102	178	3 134
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	125	236	307	463	1 913	2 187	85	5 315
Capitaux propres	9 560	-	-	-	-	-	-	9 560
TOTAL PASSIF	11 551	3 892	4 545	10 022	19 871	42 750	6 670	99 302

Classification : Internal

BNP PARIBAS
PERSONAL FINANCE

En millions d'euros	31 décembre 2021							
	Non déterminé	JJ et à vue	De JJ (exclu) à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
ACTIF								
Caisse, banques centrales	-	600	-	-	-	-	-	600
Instruments financiers en valeur de marché par résultat	34	-	-	13	-	-	-	48
Portefeuille de titres	19	-	-	-	-	-	-	19
Prêts, créances et opérations de pensions	-	-	-	13	-	-	-	13
Instruments financiers dérivés	15	-	-	-	-	-	-	15
Instruments financiers dérivés de couverture	222	-	-	-	-	-	-	222
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres	3	-	-	-	-	-	-	3
Titres de dette	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	3	-	-	-	-	-	-	3
Actifs financiers au coût amorti	-	4 176	3 799	5 061	14 256	41 976	22 253	91 520
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	3 687	612	370	244	1898	334	7 144
Prêts et créances sur la clientèle	-	489	2 924	4 691	14 012	40 041	21 920	84 077
Titres de dette	-	-	263	-	-	37	-	299
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	35	-	-	-	-	-	-	35
Autres actifs non financiers	3 531	467	359	80	267	128	110	4 943
TOTAL ACTIF	3 825	5 243	4 158	5 154	14 523	42 104	22 364	97 371
DETTES								
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers en valeur de marché par résultat	17	-	-	-	-	-	-	17
Portefeuille de titres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et opérations de pensions	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	17	-	-	-	-	-	-	17
Instruments financiers dérivés de couverture	197	-	-	-	-	-	-	197
Passifs financiers au coût amorti	-	3 338	5 954	8 550	19 416	41 197	6 204	84 658
Dettes envers les établissements de crédit	-	327	5 063	8 331	17 624	36 978	2 789	71 112
Dettes envers la clientèle	-	3 007	669	26	58	162	323	4 245
Dettes représentées par un titre	-	3	221	193	1734	4 024	1738	7 914
Dettes subordonnées	-	-	0	0	-	33	1354	1387
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4	-	-	-	-	-	-	4
Passifs financiers								-
Autres passifs non financiers	10 592	252	792	357	342	103	55	12 495
TOTAL PASSIF	10 810	3 590	6 746	8 907	19 758	41 300	6 259	97 371

Classification : Internal

BNP PARIBAS
PERSONAL FINANCE

Annexe 1 : Coussin de fonds propres Contracyclique

Le calcul et le montant du coussin de fonds propres contracyclique de BNP Paribas Personal Finance sont présentés dans les tableaux suivants conformément aux instructions du Règlement délégué (UE) n° 2015/1555 de la Commission du 28 mai 2015.

COUSSIN DE FONDS PROPRES CONTRACYCLIQUE SPÉCIFIQUE À BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE (EU CCYB-2)

En millions d'euros	31 décembre 2022
010 Total des actifs pondérés	67 164
020 Taux de coussin de fonds propres de BNP Paribas	0,14%
030 Exigences de coussin de fonds propres contracyclique	95

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EXPOSITIONS DE CRÉDIT PERTINENTES POUR LE CALCUL DU COUSSIN DE FONDS PROPRES CONTRACYCLIQUE (EU CCYB-1)

	31 décembre 2022									31 décembre 2023
	Expositions générales de crédit		Expositions de titrisation	Exigences de fonds propres						
En millions d'euros	Valeur exposée au risque pour l'approche standard	Valeur exposée au risque pour l'approche NI	Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	dont Expositions générales de crédit	dont Expositions du portefeuille de négociation	dont Expositions de titrisation	Total	Répartition des exigences de fonds propres	Taux de coussin contracyclique	Taux de coussin contracyclique annoncés(**)
Ventilation par pays										
Europe(*)	**65 705**	**15 428**	**1 086**	**4 234**		**27**	**4 261**	**92,24%**		
dont Allemagne	4 243	0	26	230		0	231	4,99%	0,00%	0,75%
dont Bulgarie	498	0	-	30		-	30	0,65%	1,000%	1,00%
dont Islande	0	0	-	0		-	0	0,00%	2,000%	2,00%
dont Luxembourg	4	0	-	0		-	0	0,00%	0,500%	0,50%
dont Pays Bas	2 531	0	-	95		-	95	2,06%	0,00%	1,00%
dont Norvège	141	0	-	9		-	9	0,19%	2,000%	2,50%
dont République tchèque	377	0	-	23		-	23	0,50%	1,500%	2,50%
dont Royaume-Uni	7 418	1	11	415		1	415	8,98%	1,000%	2,00%
dont Roumanie	336	0	-	21		-	21	0,45%	0,500%	0,50%
dont Slovaquie	120	0	-	7		-	7	0,16%	1,000%	1,50%
dont Suède	1 116	0	-	68		-	68	1,48%	1,000%	2,00%
Amérique du Nord	**19**	**3**	**-**	**1**		**-**	**1**	**0,03%**		
Asie Pacifique	**1 688**	**0**	**-**	**101**		**-**	**101**	**2,19%**		
dont Hong Kong	16	0	-	0		-	0	0,01%	1,000%	1,00%
Reste du monde	**4 227**	**1**	**-**	**256**		**-**	**256**	**5,54%**		
TOTAL	**71 639**	**15 432**	**1 086**	**4 593**		**27**	**4 620**	**100%**	**0,14%**	**0,44%**

(*) Sur le périmètre de l'Union européenne ,de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et du Royaume-Uni.

(**) Taux annoncés sur le site de l'ESRB au 10 janvier 2023

A noter que la projection du ccyb moyen pour le Groupe au 31 Décembre 2023 à 0,44% tient compte de la répartition des exigences en Fonds Propres par pays projetées dans le cadre du Budget 2023.

Classification : Internal

BNP PARIBAS
PERSONAL FINANCE

Annexe 2 : Composition des fonds propres prudentiels (EU CC1)

		a	a	b
En millions d'euros		31 décembre 2022	31 décembre 2021	Notes
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : instruments et réserves				
1	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	**4 317**	**4 317**	
	dont actions ordinaires			
2	Bénéfices non distribués	3 742	3 659	
3	Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves, pour inclure les gains et les pertes non réalisés conformément au référentiel comptable applicable)	(377)	(577)	
3a	Fonds pour risques bancaires généraux	-	-	
4	Montant des éléments éligibles visé à l'article 484, paragraphe 3, et comptes des primes d'émission y afférents qui seront progressivement exclus des CET1	-	-	
5	Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidés)	357	341	(1)
5a	Bénéfices intermédiaires, nets de toute charge et de tout dividende prévisible, ayant fait l'objet d'un contrôle indépendant	120	62	
6	**Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) avant ajustements règlementaires**	**8 159**	**7 801**	
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : ajustements règlementaires				
7	Corrections de valeur supplémentaires (montant négatif)	(2)	(0)	
8	Immobilisations incorporelles (nets des passifs d'impôt associés) (montant négatif)	(1 357)	(1 412)	(2)
10	Actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs à l'exclusion de ceux résultant de différences temporelles (nets des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'article 38, paragraphe 3, sont réunies) (montant négatif)	(16)	(8)	
11	Réserves en juste valeur relatives aux pertes et aux gains générés par la couverture des flux de trésorerie	(165)	(56)	
12	Montants négatifs résultant du calcul des montants des pertes anticipées	(147)	(69)	
13	Toute augmentation de valeur des capitaux propres résultant d'actifs titrisés (montant négatif)	-	-	
14	Pertes ou les gains sur passifs évalués à la juste valeur et qui sont liés à l'évolution de la qualité de crédit de l'établissement	-	-	
15	Actifs de fonds de pension à prestations définies (montant négatif)	(7)	(1)	(2)
16	Détentions directes ou indirectes, par un établissement, de ses propres instruments CET1 (montant négatif)	-	-	
17	Détentions d'instruments CET1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	-	-	
18	Détentions directes et indirectes d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	
19	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant au-dessus du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	
20a	Montant des expositions aux éléments suivants qui reçoivent une pondération de 1 250%, lorsque l'établissement a opté pour la déduction	(4)	(5)	
20b	*dont : participations qualifiées hors du secteur financier (montant négatif)*	-	-	
20c	*dont : positions de titrisations (montant négatif)*	*(4)*	*(5)*	
20d	*dont : positions de négociation non dénouées (montant négatif)*	-	-	
21	Actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles (montant au-dessus du seuil de 10%, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'article 38, paragraphe 3, sont réunies) (montant négatif)	-	-	
22	Montant au-dessus du seuil de 17,65% (montant négatif)	-	-	
23	*dont : détentions directes et indirectes, par l'établissement, d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles il détient un investissement important*	-	-	
25	*dont : actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles*	-	-	
25a	Résultats négatifs de l'exercice en cours (montant négatif)			
25b	Charges d'impôt prévisibles relatives à des éléments CET1, sauf si l'établissement ajuste dûment le montant des éléments CET1 dans la mesure où ces impôts réduisent le montant à concurrence duquel ces éléments peuvent servir à couvrir les risques ou pertes (montant négatif)	-	-	
26	Ensemble vide dans l'UE			
27	Déductions AT1 éligibles dépassant les fonds propres AT1 de l'établissement (montant négatif)	-	-	
27a	Autres ajustements réglementaires (*)	105	284	
28	**Total des ajustements règlementaires aux fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)**	**(1 594)**	**(1 266)**	
29	**Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)**	**6 565**	**6 535**	

Classification : Internal

BNP PARIBAS
PERSONAL FINANCE

		a	a	b
En millions d'euros		31 décembre 2022	31 décembre 2021	Notes
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : instruments (**)				
30	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	975	975	
31	*dont : classés en tant que capitaux propres en vertu du référentiel comptable applicable*	*975*	*975*	
32	*dont : classés en tant que passifs en vertu du référentiel comptable applicable*	-	-	
33	Montant des éléments éligibles visé à l'article 484, paragraphe 4, et comptes des primes d'émission y afférents qui seront progressivement exclus des AT1	-	-	
33a	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 bis, paragraphe 1, du CRR soumis à exclusion progressive des AT1	-	-	(3)
33b	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 ter, paragraphe 1, du CRR soumis à exclusion progressive des AT1	-	-	
34	Fonds propres de catégorie 1 éligibles inclus dans les fonds propres consolidés AT1 (y compris intérêts minoritaires non inclus dans la ligne 5) émis par des filiales et détenus par des tiers	76	69	
35	*dont : instruments émis par des filiales qui seront progressivement exclus*	-	-	
36	**Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) avant ajustements règlementaires**	**1 051**	**1 044**	
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : ajustements règlementaires				
37	Détentions directes ou indirectes, par un établissement, de ses propres instruments AT1 (montant négatif)	-	-	
38	Détentions d'instruments AT1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	-	-	
39	Détentions directes et indirectes d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	
40	Détentions directes et indirectes d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	
42	Déductions T2 éligibles dépassant les fonds propres T2 de l'établissement (montant négatif)	-	-	
42a	Autres ajustements réglementaires des fonds propres AT1	-	-	
43	**Total des ajustements règlementaires aux fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)**	**-**	**-**	
44	**Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)**	**1 051**	**1 044**	
45	**Fonds propres de catégorie 1 (T1=CET1+AT1)**	**7 616**	**7 579**	
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : instruments et provisions (**)				
46	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	1 148	1 015	(4)
47	Montant des éléments éligibles visé à l'article 484, paragraphe 5, et comptes des primes d'émission y afférents qui seront progressivement exclus des T2	-	25	(3)
47a	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 bis, paragraphe 2, du CRR soumis à exclusion progressive des T2	-	-	
47b	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 ter, paragraphe 2, du CRR soumis à exclusion progressive des T2	-	-	
48	Instruments de fonds propres éligibles inclus dans les fonds propres consolidés T2 (y compris intérêts minoritaires et instruments AT1 non inclus dans les lignes 5 ou 34) émis par des filiales et détenus par des tiers	419	335	(4)
49	*dont : instruments émis par des filiales qui seront progressivement exclus*	-	-	
50	Ajustements pour risque de crédit	-	-	
51	**Fonds propres de catégorie 2 (T2) avant ajustements règlementaires**	**1 567**	**1 374**	
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : ajustements règlementaires				
52	Détentions directes et indirectes, par un établissement, de ses propres instruments et emprunts subordonnés T2 (montant négatif)	-	-	
53	Détentions d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	-	-	
54	Détentions directes et indirectes d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	
55	Détentions directes et indirectes d'instruments et emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	(3)	(5)
56a	Déductions admissibles d'engagements éligibles dépassant les éléments d'engagements éligibles de l'établissement (montant négatif)	-	-	
56b	Autres ajustements réglementaires des fonds propres T2	-	-	
57	**Total des ajustements règlementaires aux fonds propres de catégorie 2 (T2)**	**-**	**(3)**	
58	**Fonds propres de catégorie 2 (T2)**	**1 567**	**1 371**	
59	**Total des fonds propres (TC=T1+T2)**	**9 183**	**8 951**	
60	**Total des actifs pondérés**	**67 164**	**64 042**	

Classification : Internal

BNP PARIBAS
PERSONAL FINANCE

En millions d'euros		a 31 décembre 2022	a 31 décembre 2021	b Notes
Ratios de fonds propres et coussins				
61	Fonds propres de base de catégorie 1 (en pourcentage du montant total d'exposition au risque)	9,77%	10,20%	
62	Fonds propres de catégorie 1 (en pourcentage du montant total d'exposition au risque)	11,34%	11,84%	
63	Total des fonds propres (en pourcentage du montant total d'exposition au risque)	13,67%	13,98%	
64	Exigence de coussin spécifique à l'établissement (exigence de CET1 conformément à l'article 92, paragraphe 1, point a), plus exigences de coussin de conservation de fonds propres et contracyclique, plus coussin pour le risque systémique, plus coussin pour établissement d'importance systémique, exprimée en pourcentage du montant d'exposition au risque)	7,84%	7,71%	
65	*dont : exigence de coussin de conservation de fonds propres*	*2,50%*	*2,50%*	
66	*dont : exigence de coussin contracyclique*	*0,14%*	*0,01%*	
67	*dont : exigence de coussin pour le risque systémique*	*0,00%*	*0,00%*	
67a	*dont : coussin pour établissement d'importance systémique mondiale (EISm) ou pour autre établissement d'importance systémique (autre EIS)*	*0,00%*	*0,00%*	
67b	*dont : exigence de Pillar 2 Requirement à satisfaire avec des fonds propres CET1*	*0,70%*	*0,70%*	
68	Fonds propres de base de catégorie 1 disponibles pour satisfaire aux exigences de coussins (en pourcentage du montant d'exposition au risque)	4,40%	4,73%	
Montants inférieurs aux seuils pour déduction (avant pondération)				
72	Détentions directes et indirectes de fonds propres d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessous du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles)	17	17	(5)
73	Détentions directes et indirectes d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant au-dessous du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles)	382	394	(5)
75	Actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles (montant en dessous du seuil de 10%, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'article 38, paragraphe 3, sont réunies)	410	344	
Plafonds applicables lors de l'inclusion de provisions dans les fonds propres de catégorie 2				
76	Ajustements pour risque de crédit inclus dans les T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche standard (avant application du plafond)	-	-	
77	Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans les T2 selon l'approche standard	655	577	
78	Ajustements pour risque de crédit inclus dans les T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche fondée sur les notations internes (avant application du plafond)	-	-	
79	Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans les T2 selon l'approche fondée sur les notations internes	31	28	
Instruments de fonds propres soumis à l'exclusion progressive (applicable entre le 1er janvier 2013 et le 1er janvier 2022 uniquement)				
80	Plafond actuel applicable aux instruments des CET1 soumis à exclusion progressive	-	-	
81	Montant exclu des CET1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	-	-	
82	Plafond actuel applicable aux instruments des AT1 soumis à exclusion progressive	-	7	
83	Montant exclu des AT1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	-	-	
84	Plafond actuel applicable aux instruments des T2 soumis à exclusion progressive	-	60	
85	Montant exclu des T2 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	-	-	

(*) Ce montant inclut les ajustements liés aux dispositions transitoires IFRS 9.

(**) Conformément aux règles d'admissibilité des dettes grandfathered dans les fonds propres additionnels de catégorie 1 et les fonds propres de catégorie 2.

(1) Les intérêts minoritaires comptables sont écrêtés du surplus de capitalisation des entités régulées. Pour les autres entités, les intérêts minoritaires ne sont pas reconnus en Bâle 3 plein.

(2) La déduction des immobilisations incorporelles et des actifs des plans de pension s'effectue nette des impôts différés passifs associés.

(3) Ensemble des instruments de fonds propres soumis à exclusion progressive (dettes grandfathered), y compris instruments émis par des filiales.

(4) Une décote prudentielle est appliquée aux instruments de fonds propres de catégorie 2 de maturité résiduelle inférieure à 5 ans.

(5) Les détentions d'instruments de fonds propres d'entités financières proviennent du portefeuille bancaire, détaillé dans le tableau de passage du bilan comptable consolidé au bilan prudentiel, ainsi que des portefeuilles de négociation.

Classification : Internal

BNP PARIBAS
PERSONAL FINANCE

REMUNERATIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2022 DES COLLABORATEURS DONT LES ACTIVITES PROFESSIONNELLES ONT UNE INCIDENCE SIGNIFICATIVE SUR LE PROFIL DE RISQUE DE LA SOCIETE BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

I - Principes de rémunération et politique de rémunération des MRT

En tant qu'entité consolidée du Groupe BNP Paribas, la société BNP Paribas Personal Finance répond à la politique de rémunération approuvée par le Conseil d'Administration du Groupe BNP Paribas, sur proposition du Comité des Rémunérations, et à l'initiative de la Direction Générale, pour tous les collaborateurs du Groupe et en particulier pour les collaborateurs dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque du Groupe au sens de la Directive CRD51 transposée en droit français dans le Code Monétaire et Financier, par l'ordonnance du 21 décembre 2020, ainsi que par les décret et arrêté du 22 décembre 2020, et le règlement délégué européen du 25 mars 2021. Ce sujet est donc traité au niveau du rapport établi par le groupe BNP Paribas disponible sur le site Institutionnel du Groupe2.

Par ailleurs, conformément à la réglementation bancaire européenne et à l'arrêté du 22 décembre 2020, la société BNP Paribas Personal Finance est également assujettie sur base individuelle aux dispositions en matière d'encadrement sur les rémunérations telles que prévues par la Directive Européenne CRD53 et par les articles L. 511-71 à L. 511-78 du code monétaire et financier.

A ce titre, la société BNP Paribas Personal Finance a identifié à son niveau le périmètre des catégories de personnel incluant les preneurs de risque, les personnes exerçant une fonction de contrôle ainsi que tout salarié qui au vu de ses revenus globaux, se trouve dans la même tranche de rémunération, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise (ci-après « Material Risk Takers » ou « MRT ») conformément aux critères définis dans le règlement délégué (UE) de la Commission européenne.

BNP Paribas Personal Finance a par conséquent identifié au niveau du Groupe consolidé BNP Paribas Personal Finance 160 collaborateurs MRT entrant dans le périmètre 2022 et qui suivent les mêmes règles d'encadrement de la rémunération que celles définies et décrites dans la politique du Groupe BNP Paribas (en termes de différés de paiement, paiement d'une partie de la rémunération variable en instrument indexé sur l'action BNP Paribas ou autres instruments spécifiques, conditions de paiement ...).

II - Gouvernance

Le Comité des rémunérations est un comité du Conseil d'administration présidé par M. Thierry Laborde. Le comité des rémunérations qui s'est réuni le 31 janvier et le 7 mars 2023, est par ailleurs composé de 2 autres membres externes au Groupe BNP Paribas, Mme Francine Calvet et M. Bruno Salmon. Cette composition est de nature à favoriser les travaux du Conseil d'administration sur l'adéquation des principes de rémunération avec la politique de risques de BNP Paribas Personal Finance.

Sa composition est conforme à la réglementation applicable et aux recommandations du Code de gouvernement d'entreprise de l'AFEP MEDEF. Ses membres sont majoritairement des administrateurs indépendants, ils disposent d'une expérience des systèmes de rémunération et des pratiques de marché dans ce domaine.

Le règlement intérieur du Conseil d'administration définit la mission du Comité des rémunérations qui prépare les décisions du Conseil d'administration sur :

1° les principes de la politique de rémunération de BNP Paribas Personal Finance ;

2° les rémunérations, indemnités et avantages de toutes natures accordés aux mandataires sociaux de BNP Paribas Personal Finance ;

3° la politique de rémunération de certaines catégories de personnel, incluant les preneurs de risque qui seraient identifiés au sein de BNP Paribas Personal Finance.

Les éléments ainsi débattus en Comité des rémunérations sont ensuite présentés au Conseil d'administration qui en approuve les principes.

Par ailleurs, l'assemblée Générale du 17 mai 2021 a voté en faveur du relèvement du ratio entre la rémunération variable et la rémunération fixe de 100 à 200%. Cette disposition est valable pour une durée de 3 ans qui prendra dès lors fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice 2023.

[1] Directive (UE) 2019/878 modifiant la Directive 2013/36/UE
[2] https://invest.bnpparibas.com/remuneration-des-collaborateurs-regules
[3] Capital Requirements Directive

Classification : Internal

BNP PARIBAS
PERSONAL FINANCE

III - Informations quantitatives concernant les rémunérations attribuées aux MRT de la société BNP Paribas Personal Finance au titre de l'exercice 2022

Les informations quantitatives détaillées ci-dessous concernent les rémunérations brutes hors charges patronales attribuées au titre de l'exercice 2022 aux collaborateurs identifiés comme MRT au niveau de la société BNP Paribas Personal Finance au sens de la CRD5. Elles ne reprennent pas les rémunérations attribuées aux collaborateurs identifiés comme MRT locaux au sein des filiales de BNP Paribas Personal Finance appliquant la CRD5 sur base individuelle en fonction des dispositions nationales applicables.

A- Données quantitatives attribuées aux MRT en 2022

1. Les rémunérations attribuées au titre de l'exercice 2022 aux MRT se décomposent de la manière suivante

Les données de rémunérations des dirigeants mandataires sociaux de BNP Paribas Personal Finance sont inclus de manière agrégée dans les informations quantitatives ci-dessous (REM1) :

En milliers d'euros hors charges	Dirigeants mandataires sociaux - non exécutifs	Dirigeants mandataires sociaux - exécutifs	Autres MRT	Total
Nombre de personnes concernées	8	4	148	160
Montant de la rémunération totale	108	2 845	32 290	35 243
Dont fixe (totalement en cash)	108	1 446	23 063	24 617
Dont variable	0	1 398	9 227	10 625
Dont numéraire	0	381	3 903	4 284
dont différé	0	41	356	397
Dont instrument lié à l'action	0	381	2 543	2 924
dont différé	0	41	356	397
Dont autres instruments (CSIS)	0	637	2 781	3 418
dont différé	0	637	2 781	3 418

Le montant de la rémunération variable versée comptant en mars 2023 au titre de l'exercice 2022 aux collaborateurs MRT 2022 s'est élevé au total à 3,89 millions d'euros. Le solde de la rémunération variable, soit un montant théorique de 6,74 millions d'euros, se répartit sur 9 à 11 échéances conditionnelles entre décembre 2023 et septembre 2028, dont 2,53 millions d'euros à l'échéance de décembre 2023. Au total, la rémunération variable attribuée au titre de 2022 à l'ensemble de ces collaborateurs dans le monde s'élève à 10,63 millions d'euros.

Environ 3% des collaborateurs identifiés comme MRT Groupe au titre de 2022 ont bénéficié d'un ratio entre 100% et 200% entre la composante variable et la composante fixe de leur rémunération totale.

2. Paiements spéciaux dont ont bénéficié les MRT (REM2)

En milliers d'euros hors charges	Dirigeants mandataires sociaux - exécutifs	Autres MRT	Total
Attribution de rémunération variable garantie			
Nombre de collaborateurs MRT ayant d'une rémunération variable garantie	0	0	0
Montant total	0	0	0
dont attribution dans l'année de performance de rémunération variable garantie non prise en compte dans le calcul du ratio	0	0	0
Indemnités de rupture attribuées les années précédentes, qui ont été versées pendant l'année de performance			
Nombre de collaborateurs MRT ayant bénéficié d'une indemnité de rupture versée dans l'année	0	0	0
Montant des indemnités de rupture versées dans l'année de performance	0	0	0
Indemnités de rupture attribuées pendant l'année de performance			
Nombre de collaborateurs MRT ayant bénéficié d'une indemnité de rupture attribuée dans l'année	0	1	1
Montant des indemnités de rupture attribuées dans l'année de performance	0	508	508
dont versées dans l'année de performance	0	508	508
dont différées	0	0	0
dont indemnités versées pendant l'année de performance qui ne sont pas prises en compte pour le calcul du ratio	0	508	508
dont la plus haute indemnité versée pour un collaborateur MRT	0	508	508

Classification : Internal

3. Rémunération différée (REM3)

Rémunération différée et sous période de rétention *En milliers d'euros hors charges*	Montant total de rémunération différée attribuée au titre des années de performance précédentes	*dont rémunération payée dans l'année*	*dont rémunération qui sera payée les années suivantes*	Montant des réductions de performance effectuées dans l'année à la rémunération différée qui aurait dû être payée dans l'année	Montant des réductions de performance effectuées dans l'année à la rémunération différée qui aurait dû être payée dans les années suivantes	Montant des ajustements effectués dans l'année en raison d'ajustements implicites ex-post (impact de la valeur des instruments)	Montant total des rémunérations différées attribuées les années précédentes qui ont été effectivement versées dans l'année (valeur de paiement)	Montant total des rémunérations différées attribuées les années précédentes qui sont acquises mais qui sont soumise à période de rétention
Dirigeants mandataires sociaux - non exécutifs								
en cash	0	0	0	0	0	0	0	0
en instruments liés aux actions ou équivalents	0	0	0	0	0	0	0	0
autres instruments	0	0	0	0	0	0	0	0
Dirigeants mandataires sociaux - exécutifs								
en cash	183	31	152	0	0	0	31	0
en instruments liés aux actions ou équivalents	504	441	63	0	0	-27	414	0
autres instruments	2 288	269	2 019	22	0	0	247	0
Autres MRT								
en cash	2 857	627	2 230	0	0	120	747	0
en instruments liés aux actions ou équivalents	2 900	2 105	795	0	0	114	1 991	0
autres instruments	7 474	1 806	5 668	14	0	0	1 820	0
Total	**16 206**	***5 279***	***10 927***	***-8***	***0***	***-21***	***5 250***	***0***

B- Enveloppe globale de rémunération versée en 2022

Conformément à l'article L511-73 du Code Monétaire et Financier, l'Assemblée Générale des actionnaires de BNP Paribas Personal Finance du 15 Mai 2023 va se prononcer dans sa 7ème résolution par vote consultatif sur l'enveloppe globale de rémunérations versées en 2022 aux collaborateurs identifiés comme MRT en 2022.

Ainsi, l'enveloppe globale de rémunération versée en 2022 aux collaborateurs identifiés en 2022 comme MRT pour le Groupe BNP Paribas Personal Finance, objet de la consultation de l'Assemblée Générale, est de 36,5 millions d'euros.

Nombre de personnes concernées	Montant de la rémunération totale	Montant de la rémunération fixe versée	Montant de la rémunération variable versée
160	36 471	24 527	11 944

Classification : Internal